

un moment donné et dans les circonstances d'un lieu donné on peut rassembler autour de l'œuvre révolutionnaire.

Nous voudrions nous étendre longuement aussi sur le fait que non seulement les entreprises révolutionnaires ne contredisaient pas l'exigence de préparation, mais qu'elles étaient même des moyens inévitables pour satisfaire cette exigence. Nous nous contenterons ici de résumer, avec des faits divers, notre opinion exprimée à ce sujet dans *Drochak* :

« Si les précurseurs de l'histoire humaine avaient attendu, pour faire avancer leurs idées, que tout le monde fût d'accord avec eux d'avance, notre civilisation serait encore à l'âge de pierre », a dit un publiciste, nous laissant le soin de nous rappeler tous ces bûchers, ces potences, ces guillotines, ces prisons, en un mot toutes ces persécutions sanglantes et sans pitié à travers lesquelles sont passées les idées révolutionnaires. De même qu'une mère aimante est nécessaire à l'enfant, de même, pour l'idée révolutionnaire, les ténèbres des prisons sombres, les fers des chaînes et les colliers sanglants des potences rouges ont toujours été indispensables. Il n'y a pas d'autre chemin pour la victoire des idées nouvelles, ou, en d'autres termes, il n'y a pas d'autre moyen de préparer l'œuvre révolutionnaire. Oui, il n'est pas au monde d'exemple plus instructif que l'exemple vivant de l'action ; il n'y a pas de tribune au monde d'où l'on puisse avoir autant d'auditeurs que celle où se tient le héros révolutionnaire ; il n'y a pas de voix au monde qui porte plus loin et se répande plus largement que le cri de guerre de l'action ; il n'y a pas de langue par laquelle on puisse parler à toute l'humanité avec des mots compréhensibles, excepté la langue de l'action.

Et en effet, quelle plus grande importance, quel plus grand service moral pourrait avoir l'instruction donnée à tous les éléments vivants

## Pensées révolutionnaires

Christapor Mikaelian

1899-1903

# Table des matières

|                               |           |
|-------------------------------|-----------|
| <b>Deux mots</b>              | <b>4</b>  |
| <b>Christapor Mikaelian</b>   | <b>8</b>  |
| <b>La logique de la foule</b> | <b>14</b> |
| I                             | 16        |
| II                            | 25        |
| III                           | 34        |
| IV                            | 43        |
| V                             | 52        |
| <b>Le mal punitif</b>         | <b>69</b> |
| I                             | 70        |
| II                            | 77        |
| III                           | 84        |
| <b>L'union avec les Turcs</b> | <b>90</b> |

Que l'histoire flétrisse donc la page effroyablement honteuse de l'Europe contemporaine, dont pourtant la victime est toujours la simplicité crédule des Arméniens — cette jeunesse arménienne qui, marchant sous l'étendard sacré de l'idée du bien-être de son peuple infortuné, est toujours prête à se sacrifier pour la patrie sacrée...

Mais, disent les représentants de la logique de la foule, on pouvait éviter toutes les surprises et tous les échecs politiques si les organisations révolutionnaires, au lieu d'entreprises « tapageuses », s'étaient efforcées de bien préparer et de bien organiser le peuple.

Il n'est pas besoin, bien entendu, de nous étendre ici sur cette question, car l'exigence de « préparer » et d'« organiser » autant que possible a été et sera toujours l'idéal de tous les révolutionnaires militants. Avoir une force aussi grande que possible, préparée méthodiquement — c'est là une exigence si naturelle, si élémentaire et même si banale que seuls les sots peuvent supposer que les révolutionnaires méconnaissent cette exigence. Mais s'il y a parmi nous de tels sots, qu'ils étudient notre opinion dans les programmes des révolutionnaires de toutes les nations, dans les journaux, dans les activités des organes officiels ou des organisations secrètes, et ailleurs. Et si, après cela encore, les preuves leur manquent, qu'ils s'adressent enfin à cette grande partie de l'Arménité qui, d'une part, a toujours tourné le dos aux questions nationales générales ; qui, d'autre part, n'a pas trouvé nécessaire de soutenir notre mouvement ; qui, en troisième lieu, s'est tenue à l'écart de la révolution ; qui, en quatrième lieu, est allée jusqu'à faire usage de sa propre arme — la dénonciation — pour élever ses barrières contre les révolutionnaires. Cette grande partie de l'Arménité apprendra sans aucun doute que, si les révolutionnaires, dans leur œuvre, se sont révélés « faibles », cela ne peut s'expliquer par le fait que les révolutionnaires « ne voulaient pas » ou « n'ont pas » fait assez d'efforts pour avoir une « grande » préparation. Ces observations mêmes éclairent aussi la question, en montrant toujours que ce qui, d'un point de vue relatif, nous a toujours manqué, c'est le maximum des forces qu'à

rage le mouvement révolutionnaire arménien? — l'Angleterre, qui a pour but de se procurer par là, en Turquie, l'influence perdue — ainsi vous répondra le diplomate russe « expérimenté ».

Venez donc, et blâmez! Venez, et élaborez un programme d'action en tenant compte, non des principes étudiés dans toute l'histoire humaine, mais de ces divagations monstrueuses, anormales, soumises à aucune logique, des soupçons politiques, qui peuvent naître à chaque minute dans la tête d'un politicien, dans l'imagination d'un dandy de la politique ou dans les calculs d'un sot « tchinovnik » qui, à peine installé dans un nouveau poste, est saisi de la fièvre d'inventer quelque chose de nouveau et, surtout, de ne pas ressembler à ses prédécesseurs, invente des dangers imaginaires pour la puissance qu'il sert... Venez donc et conformez-vous aux exigences des « maîtres » de la politique. Et à qui, à quel moment, les révolutionnaires devaient-ils se conformer — au Russe ou à l'Anglais? à ce Salisbury qui parlait de l'inaccessibilité du Taurus, ou à ce Salisbury qui, en septembre 1896, menaçait le sultan de ce que « s'il continuait son administration désastreuse, il perdrait son trône »<sup>3</sup>? au Lobanov qui existait dans la première moitié de 1895, ou au Lobanov qui s'est présenté à nous dans la seconde moitié de la même année? au Rosebery qui parlait au mois de mars, ou à l'autre Rosebery qui se révéla au mois de novembre de la même année? Était-il même possible, ou du moins y avait-il la moindre possibilité de s'y conformer?

Et que personne ne pense que c'est notre faiblesse révolutionnaire qui nous oblige à rejeter sur la trahison de l'Europe la responsabilité des massacres arméniens. Dans des centaines de publications, des centaines d'étrangers de tous pays ont répété à satiété que la plus grande et la plus lourde part de la responsabilité incombe à ces inqualifiables fourberies par lesquelles les puissances européennes se sont dérochées aux obligations assumées par l'article 61 et ont trahi les Arméniens.

3. Ed. Driault, *La Question d'Orient*, p. 258.

|                                       |            |
|---------------------------------------|------------|
| <b>Les relations arméno-kurdes</b>    | <b>98</b>  |
| <b>I</b>                              | <b>99</b>  |
| <b>II</b>                             | <b>106</b> |
| <b>La crise arménienne du Caucase</b> | <b>110</b> |

## Deux mots

il avait exigé du gouvernement anglais bien plus que ce qu'exigeait maintenant Gladstone dans son dernier discours. Il demandait au gouvernement anglais, même sans le consentement des autres puissances, d'agir seul en faveur des Arméniens, et il laissait même entendre que cette action pouvait s'exprimer par la destruction de la souveraineté turque<sup>2</sup>.

L'antagonisme anglo-russe, empoisonné par les spectres de soupçons monstrueux — voilà le terrain effroyable où les « politiciens » appelés à décider de notre sort ont perdu non seulement leur conscience et leur pudeur, qu'ils ne tenaient d'ailleurs pas à avoir, mais aussi leur raison et leur faculté de jugement. Voyez ce qu'écrit en 1879 l'ambassadeur anglais à Constantinople à son gouvernement :

« Les intrigues bulgares sont maintenant partout en Asie Mineure, dans le but d'établir une nation arménienne et de la rendre fort probable à la Russie, afin de créer en Asie Mineure une situation telle qu'elle provoque un soulèvement général dans toute la population chrétienne arménienne et amène l'intervention européenne. J'ai averti plusieurs fois les ministres turcs que, s'ils n'appliquaient pas la décision du traité de Berlin concernant les Arméniens..., ils verraient bientôt que le sultan perdrait quelques provinces. »

Qui fait des « intrigues bulgares » ? — la Russie. Qui veut provoquer « l'intervention européenne » ? — la Russie. Qui doit « priver le sultan de quelques provinces » ? — la Russie. C'est ainsi que pensait l'Anglais, c'est ainsi que comprenait la réalité l'« expérimenté » diplomate anglais. Demandez en même temps aux Russes : qui mène sans cesse des « intrigues » contre la Turquie ? — l'Angleterre. Qui invite perfidement les puissances à « intervenir » dans la question arménienne ? — l'Angleterre, qui veut dresser l'Asie Mineure comme un rempart contre la Russie. Qui encou-

---

2. MacColl, *Le Sultan et les Puissances*.

Voyons aussi l'Angleterre. Ce même Salisbury qui, en 1879, voyant que les stipulations du traité de Berlin étaient en grande partie appliquées, sauf « la convention de Chypre, conclue sous la garantie particulière de l'Angleterre » — l'article concernant l'Asie Mineure — jugeait nécessaire d'envoyer la flotte dans la mer de Marmara et jusqu'à faire une démonstration navale contre la Turquie — ce même Salisbury, en 1896, pour justifier la trahison ouverte de son gouvernement, prouvait que « les montagnes du Taurus sont inaccessibles aux cuirassés anglais ». Qui donc mieux que lord Salisbury sait qu'aujourd'hui il n'est pas au monde une autre puissance dont les frontières soient aussi faciles à attaquer ou à prendre — pour ainsi dire d'un seul mot —, dont la ruine navale ait autant de conséquences, que la Turquie, qui n'a pas le moindre point d'appui? Qu'on ne nous dise pas que la Russie menaçait l'Angleterre d'une guerre en cas de résistance. Les dépêches de l'ambassadeur anglais de Pétersbourg du 28 août 1895 et de l'ambassadeur anglais de Constantinople du 29 août de la même année témoignent que Lobanov, de son côté, proposait même la neutralité et l'« accord » avec l'Angleterre (!), afin de laisser la Turquie « face à face »<sup>1</sup>. C'est lord Rosebery qui offre le type même de ces absurdités. Ce lord léger, mais d'une ambition démesurée, après le discours prononcé par Gladstone à Liverpool en faveur des Arméniens, sort en novembre même pour parler à Édimbourg, et fait un pas de trahison si ouverte qu'il était inattendu non seulement pour les observateurs impartiaux, mais même pour ses amis politiques les plus intimes et les plus dévoués; il renonce au rôle de chef du parti libéral anglais, déclarant que Gladstone et le parti libéral, en exigeant une action décisive du gouvernement conservateur en faveur des Arméniens, suivent une voie erronée. Mais l'infamie du lord ne se termine pas avec Gladstone, avec tous ses partisans et avec les Arméniens. Le lord se contredit lui-même dans le même discours. Huit mois plus tôt, le 3 mars 1896, dans un autre discours,

---

1. *Turkey*, n° 1, 1896.

Dans la littérature révolutionnaire arménienne, les articles de Christapor Mikaelian occupent une place à part. Il existe en arménien très peu d'écrits — sauf peut-être les romans de Raffi — qui aient exercé une influence aussi puissante sur l'esprit de la jeunesse de leur temps que « La logique de la foule ».

Il faut savoir à quel moment parut « La logique de la foule ». Après les massacres généralisés qui s'étendirent de Constantinople jusqu'à Van, après les échecs diplomatiques et les divisions extrêmes, la société arménienne traversait un profond deuil de déception et de désarroi. On se mit à chercher des responsables, et bien entendu la pierre, la toute première pierre, fut jetée sur la tête des révolutionnaires. Une prudence moisie, attachée à l'égoïsme petit-bourgeois, cherchait refuge dans l'opportunisme et la résignation. Le mouvement révolutionnaire arménien traversait l'une de ses premières crises graves.

Et dans cette atmosphère tiède et humide retentit soudain, comme le son d'une trompette, la voix enflammée de Christapor : « Lutte sans relâche ! » Avec une argumentation acérée et vigoureuse, des faits accablants et une logique implacable, il soumit à une critique sans merci les héros de la « logique de la foule » et montra que le mouvement révolutionnaire arménien n'était pas seulement naturel, pas seulement inévitable, mais nécessaire et souhaitable. Et, comme une pluie d'orage bienfaisante sur une terre desséchée, « La logique de la foule » lava la boue et purifia l'esprit trouble de la vie arménienne. Cette œuvre magistrale de Christapor devint dès lors le guide permanent et l'évangile inspirateur de notre jeunesse.

Aujourd'hui encore, « La logique de la foule », comme les autres articles de Christapor, garde toute son actualité. La « foule » de nos jours « raisonne » exactement comme « raisonnait » celle de la fin du siècle dernier. « Le mal punitif » n'a toujours pas disparu. Le sang arménien « répandu en vain » continue de couler sans cesse. Les problèmes qui préoccupaient Christapor sont toujours à l'ordre du jour. C'est pourquoi la réédition des « Pensées révolutionnaires

» n'est pas seulement une exigence de l'intérêt historique, mais aussi une nécessité pratique.

Les articles de Christapor furent d'abord publiés dans *Drochak*, sans signature, comme éditoriaux. « La logique de la foule » parut dans *Drochak* en 1899, n° 5, 6 et 8, et en 1900, n° 2, 3 et 4. La même année, elle fut publiée à part, à Genève, dans la collection de la F. R. A. Puis, en 1909, elle fut rééditée à Constantinople avec « Le mal punitif », comme n° 6 de la collection « Liberté » de la F. R. A.

- « Le mal punitif » parut d'abord dans *Drochak* en 1900, n° 6 et 9, et en 1901, n° 3, comme éditorial.
- « L'union avec les Turcs » — dans *Drochak* de 1900, n° 8.
- « Les relations arméno-kurdes » — dans *Drochak* de 1901, n° 4 et 5.
- « La crise arménienne du Caucase » — dans *Drochak* de 1903, n° 7.

Après la mort tragique de Christapor, tous ces articles furent réunis en un volume et publiés en 1906 dans la collection de la F. R. A. En tête figuraient le portrait de Christapor Mikaelian et sa biographie, écrite par Pierre Quillard.

La présente publication est une simple réimpression de la première édition des « Pensées révolutionnaires », et non un recueil complet des écrits de Christapor. Le besoin d'une édition complète se fait sentir depuis longtemps, mais elle est difficilement réalisable dans nos conditions. Les écrits de Christapor, comme ceux de Zavarian et de Rostom, sont dispersés dans divers journaux ou dorment inconnus dans des archives de parti et des archives privées. Il faut du temps, des ressources et des moyens matériels pour tout rassembler, trier, collationner et publier. Où sont ces ressources et ces moyens ?

Outre les articles réunis dans ce recueil, Christapor a écrit dans *Drochak* de 1899, n° 1 et 2, deux éditoriaux — une revue des années 1898-1899 — qui commencent par ces mots : « Pour l'Arménien, il n'y a plus de Nouvel An depuis longtemps. » On trouve aussi dans *Drochak* quelques

peuple, c'est ce que nous dictaient les exemples des autres nations. Et lorsqu'on nous dit que les entreprises révolutionnaires ont été l'occasion ou le prétexte des massacres, nous n'y croyons pas ; mais, avec beaucoup d'auteurs connaissant la question d'Orient, nous restons convaincus que ce fut la conséquence de jeux politiques aussi odieux que stupides, aussi funestes que honteux et anormaux — jeux dont il faut connaître la trame pour comprendre ces effroyables et sanglantes absurdités qui en furent le résultat.

Laissant de côté le passé lointain, rappelons que la Russie, après la guerre russo-turque, défendait toujours la question arménienne par telle ou telle démarche. Le même gouvernement, en 1894, participa par son représentant à la commission de Sassoun, puis prit part à la préparation du programme des réformes. Bien plus, on ne pouvait rien imaginer de plus naturel que ce même gouvernement, ne fût-ce que pour se justifier lui-même, exigeât ensuite le pas suivant : l'application des réformes. C'est ainsi que le monde entier et tout le peuple arménien considéraient le programme de mai. Mais voici la monstruosité : en même temps que tout cela, dans l'imagination « russe » de Lobanov, une absurdité commence à prendre de jour en jour plus d'importance — l'idée que la question des réformes arméniennes « pourrait créer à la frontière de la Russie une nouvelle Bulgarie ». Pourquoi ? — parce que la situation des Arméniens devait s'améliorer quelque peu, c'est-à-dire qu'ils devaient être placés dans des conditions telles qu'ils seraient moins exposés au pillage et au massacre ; comme si les petites nationalités qui ne sont ni massacrées ni pillées, qui vivent sur toutes les frontières de la Russie mieux que les Arméniens de Turquie, sans être dépouillées par les Kurdes et les Turcs, étaient autant de Bulgaries pour la Russie ; ou comme si les réformes signées par le sultan Hamid étaient plus étendues que les ordonnances promises par le Hatti-Humayoun du sultan Abdul-Medjid, dont aucun gouvernement n'avait jamais exigé l'application de la Turquie avec autant d'insistance que la Russie depuis 1857.

aucune erreur, laissons répondre à ces questions l'un des politiciens les plus connus de « l'époque ». En 1890, c'est-à-dire après presque dix années d'oubli de la question arménienne, le ministre autrichien Kálnoky, parlant des revendications arméniennes, déclarait ouvertement :

« L'Europe n'existe pas, et tant que la terre arménienne ne sera pas trempée de sang, que les Arméniens sachent qu'ils n'obtiendront rien. »

Que signifiaient ces paroles, sinon : « L'Europe n'existe pas, mais elle existera lorsque les Arméniens se lèveront pour une lutte ouverte en vue de réaliser leurs revendications » ?

Le lecteur s'en souvient : Rolin-Jaequemyns aussi, en 1889, analysant la marche de la diplomatie européenne dans la question arménienne, arrivait à la conclusion que l'Europe s'était montrée indifférente envers les Arméniens parce que ceux-ci ne s'étaient pas révoltés.

Nous le répétons donc : la voie choisie par les révolutionnaires répondait-elle aux « exigences politiques du moment », oui ou non ? La question n'était pas de méconnaître les conditions politiques — reproche habituel adressé aux révolutionnaires —, mais de trouver les moyens d'agir sur cette politique.

Qu'on ne nous dise pas que ce qui était conforme au but, par exemple, à telle date, pouvait être nuisible les années suivantes. Un courant social qui a pris place dans la vie, une fois lancé, ne peut pas ne pas avancer, ne peut se détourner de son cours, ne peut pas ne pas se développer, de même que l'eau ne peut pas ne pas couler lorsque, dans des conditions normales, la voie s'ouvre devant elle. Pour employer les paroles de Lassalle, c'est une « nécessité de fer », conditionnée par les rapports réciproques de certaines forces sociales. De deux choses l'une, donc : ou bien le mouvement révolutionnaire répondait aux « exigences politiques » du moment, ou bien non. Et s'il y répondait, alors les entreprises révolutionnaires devaient se poursuivre systématiquement, tant que l'intervention réelle de l'Europe n'était pas encore assurée. Oui, c'est ce qu'exigeait la situation du

petits articles, des notices biographiques et des nouvelles écrites par lui.

Du point de vue de l'héritage littéraire de Christapor, les rapports et les lettres de sa main ont une valeur de premier ordre. Un style sec, mais en même temps une intelligence vaste et profonde, alliée à un esprit pratique ; une logique serrée et une pensée aiguë ; une sobriété et une précision inflexibles ; une rigueur extrême envers sa propre parole — tel est Christapor dans ses écrits. Regardez ses manuscrits : il n'y a pas une seule ligne qui n'ait été plusieurs fois corrigée, raturée et réécrite. On sent qu'il a écrit et effacé à maintes reprises, écrit et récrit, changé et modifié. Il efface le mot écrit et écrit au-dessus ; il efface celui-là aussi et écrit en dessous ; il barre encore celui-ci et écrit à côté. Ses petits mots, choisis un à un, ont été tant écrits et effacés que ses manuscrits se transforment souvent en un labyrinthe inextricable de lignes et de mots. Ce qui, d'une part, prouve le lourd enfantement de la création de la pensée et, d'autre part, témoigne du respect infini de l'auteur envers la parole écrite.

Le but du présent volume est de mettre à la disposition du grand public les écrits du plus grand publiciste révolutionnaire de notre époque. Les premières éditions de « La logique de la foule » et des « Pensées révolutionnaires » sont épuisées depuis longtemps. La nouvelle génération ne les connaît presque pas. Cette publication vient combler cette lacune. Le reste, nous le laissons à l'avenir.

# Christapor Mikaelian

« Si la Sublime Porte n'agit pas avec prévoyance et sagesse, un beau jour naîtra en Asie une question arménienne, comme est née en Europe la question bulgare, qui fut la cause de la dernière guerre... »

Et il ressort clairement de l'ensemble de ce long télégramme que ce « beau jour » viendrait lorsque se manifesterait dans le pays un mouvement arménien, un mouvement quelconque en faveur de la cause arménienne.

Le 11 juin 1880, la note identique des six grandes puissances, adressée au ministre des Affaires étrangères Abedin pacha, se terminait par ces mots :

« Nous croyons de notre devoir d'attirer votre attention sur la grave responsabilité que prend sur elle la Sublime Porte en différant l'application des mesures (les exigences de l'article 61) que les puissances jugent indispensables aussi bien pour l'Empire ottoman que pour les intérêts de l'Europe entière. »

N'allongeons pas. Ces fragments pris au hasard dans les « Livres bleus » montrent que les puissances s'efforçaient par tous les moyens de ne donner lieu à aucun mouvement arménien, estimant qu'il menaçait de devenir une question bulgare et de provoquer en faveur des Arméniens des interventions telles qu'elles pourraient même susciter une guerre. Et c'est sans doute pour éviter de tels dangers que, par la suite, pendant presque toutes les années 1880, les puissances européennes aidèrent la Turquie à livrer la question arménienne à l'oubli.

Nous demandons donc : la voie des révolutionnaires « correspondait-elle aux circonstances politiques », oui ou non ? Que pouvait-il y avoir de plus souhaitable pour nous que de devenir une question bulgare ? Et les témoignages que nous avons cités ne prouvent-ils pas que seules les secousses du mouvement révolutionnaire pouvaient contraindre à faire de notre cause, tant éprouvée, une question à l'ordre du jour ? Et, pour ne tomber dans

# V

En examinant la marche pratique révolutionnaire, il faut véritablement distinguer les entreprises reconnues comme révolutionnaires des massacres qui ont eu lieu en dehors d'elles, c'est-à-dire de la manière dont nous avons examiné cette marche dans le chapitre précédent. Toute autre attitude reviendrait simplement à nier bien des vérités et, en fin de compte, jusqu'au droit à l'existence de notre mouvement. Mais la logique de la foule ne voit pas les choses ainsi : elle trouve possible de mettre dans la bouche de ses défenseurs des paroles comme celles que nous avons citées un peu plus haut, à savoir que « dans le passé révolutionnaire, beaucoup de choses ne répondaient pas aux circonstances politiques du moment, qu'il manquait la préparation et l'organisation nécessaires du peuple, qu'il manquait dans l'œuvre un jugement froid ».

Que signifie : « beaucoup de choses ne répondaient pas aux circonstances politiques du moment » ?

Lorsqu'en 1878 Khrimian revint du congrès de Berlin, il disait à peu près ceci à ceux qui venaient le voir :

« Nous autres, Arméniens, nous n'avons rien obtenu. Là-bas, on mangeait la soupe avec des cuillers de fer, et nous n'avions qu'une cuiller de papier. »

Ainsi parlait la délégation arménienne par la bouche de Khrimian ; dans ces paroles se résumaient les impressions que la délégation arménienne avait reçues à Berlin, après ses contacts avec les politiciens de premier rang de l'Europe. Il faut comprendre le sens de ces paroles. Un an après, le 12 juin 1879, l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, Layard, télégraphiait au ministre Salisbury :

Christapor Mikaelian — « Notre Christapor », comme l'appelaient avec respect, fierté et tendresse ses disciples et ses intimes arméniens, ainsi que ses amis européens, qui eurent l'honneur de gagner une part de ses pensées les plus précieuses — lui, Christapor Mikaelian, est mort près de Sofia, en mars 1905, dans des circonstances tragiques, à une heure où, comme à toutes les heures de sa courte vie, il accomplissait, comme toujours, dans l'obscurité et en silence, l'œuvre révolutionnaire.

Si les idées d'un homme disparu ne demeuraient pas vivantes, la perte serait irréparable pour la révolution et pour la cause arménienne. Mais les idées s'étaient incarnées avec une telle force dans sa personne, et il a laissé derrière lui de tels disciples, que, même après sa disparition, elles vivent dans des cœurs fidèles ; et bientôt leur force intérieure inspirera à ses successeurs la volonté de poursuivre son œuvre telle qu'il la souhaitait lui-même, et de réaliser, au moment voulu, les entreprises et les programmes nécessaires.

Christapor Mikaelian, « Notre Christapor ». Jamais je n'oublierai ce jour de 1900 où il vint me rendre visite, quelques mois avant la publication de *Pro Armenia*, et où nous nous rencontrâmes pour la première fois, dans un petit village de Bourgogne. Bien qu'inconnu, dès ses premières paroles et dès son premier regard, il se rendit maître de son interlocuteur. Ce petit homme mince, aux traits émaciés, qui, malgré sa barbe grisonnante, n'était pas encore vieux et gardait la vivacité de ses yeux d'enfant, parlait d'une voix à la fois douce et grave, persuasive et impérieuse. Son visage énergique, émacié, allongé, marqué d'une souffrance ininterrompue, montrait clairement qu'il avait ressenti et vécu les tourments de tous ses frères persécutés et martyrisés, qu'il avait saigné de toutes leurs blessures et pleuré de toutes leurs larmes. Mais ce visage disait aussi qu'il n'était pas de ceux qui s'agenouillent devant la souffrance, et que chaque crime commis contre les siens éveillait en lui la ferme résolution de ne jamais se soumettre à l'amer destin et de préparer des jours meilleurs par tous les moyens disponibles, depuis la raison

la plus pacifique et la plus pénétrante jusqu'à la violence inévitable, quand il n'existe plus d'autre moyen.

Et là, sur la hauteur de la colline boisée, alors que l'obscurité du soir descendait sur les forêts et sur les champs déjà vides, l'âme de Mikaelian se grava en moi. Et depuis, même lorsqu'il était loin, je n'ai rien dit, rien écrit, rien fait pour la cause arménienne sans me demander ce qu'il aurait pensé, lui, de telle parole ou de tel acte...

Voici sa vie, en bref.

Il naquit en 1859, dans un village du Caucase, Verin-Agoulis, c'est-à-dire Agoulis-le-Haut, dans la province d'Ararat riche en souvenirs historiques, face au Massis, que les Européens appellent Ararat, près de l'Araxe, qui borde le pays arménien ; et il passa son enfance entre les eaux natales et les montagnes légendaires.

Entourée de jardins, prospère et aisée, Agoulis offrait à ses habitants la vue d'une cité charmante, avec ses maisons riantes et ses rues propres, une sorte de merveille au milieu d'un paysage rocailleux. Agoulis se distinguait également par son instruction : les villageois y étaient instruits, peut-être même plus que dans les autres villages arméniens. Tout le monde sait que les Arméniens les plus évolués et les meilleurs se sont consacrés avec zèle à l'œuvre de l'instruction populaire ; même le personnel des écoles élémentaires était composé des meilleurs éléments, presque tous laïcs, sous la haute surveillance du Catholikos d'Etchmiadzine, responsable devant le gouvernement du tsar.

Tout village, comme Agoulis, était un foyer de culture européenne. Le père de Christapor, cultivateur, lui fit donner l'enseignement élémentaire, et l'enfant complétait dans sa famille, au milieu de mœurs à demi patriarcales, ce qu'il avait appris au dehors. Quand il eut onze ans, la famille prit une grande décision : se séparer de lui afin qu'il pût faire des études secondaires à Tiflis. Le voyage était long ; il n'y avait alors ni chemin de fer ni voitures. Et ce voyage resta un événement important pour les grandes personnes comme pour tout le village, comme aujourd'hui lorsque quelqu'un part pour l'université ou pour l'Europe, plus libre et plus civilisée.

n'y a rien d'étonnant, bien entendu, à ce que ceux qui discourent sur le sanglant mouvement arménien — et qui plus est des discoureurs arméniens — trouvent un champ plus vaste encore pour proposer des milliers de recettes historiques...

Cependant, afin d'arracher des mains de nos adversaires cette dernière arme aussi, nous nous arrêterons encore sur les observations citées, malgré leur absurdité.

on n'a guère tenu compte des circonstances politiques du moment, que les organisations révolutionnaires en sont venues à perdre la tête, qu'avant de recourir à des pas pratiques il fallait organiser le peuple et, au sein des sentiments élémentaires de désespoir d'une foule inexpérimentée, diriger l'œuvre avec un jugement froid. »

Avec la douleur la plus profonde et un sentiment de vengeance, nous nous inclinons devant ces innombrables pertes que subit notre patrie infortunée et qui forment le noyau de ces raisonnements. Qu'il nous soit permis cependant de remarquer que ce ne sont pas nos contre-révolutionnaires lâches ou les philosophes égoïstes qui doivent enseigner l'amour du peuple et le patriotisme aux révolutionnaires arméniens — cet élément le plus national de l'Arménité, qui a mis sa vie en jeu pour le succès de sa cause. Ces « conseils » de nos adversaires nous rappellent l'ironie shakespearienne que Hamlet adresse à sa mère infidèle :

Il faut que la vertu elle-même  
Implore le pardon du vice,  
Oui, qu'elle s'incline et le supplie,  
Et lui demande permission de faire le bien...

Il est facile, oui, très facile, face à des événements historiques complexes, lourds de responsabilité, souvent imprévisibles, de s'installer après coup dans le fauteuil du « critique » et, le doigt du « sage » à la bouche, de répéter sans fin : « ceci aurait dû être ainsi » ou « cela autrement ». Même l'homme le plus borné peut alors s'imaginer que la marche des choses aurait pris un tout autre tour avec quelque changement ou quelque nouvelle ligne, et, armé de ce point de vue, devenir un sage philosophe. Des milliers d'hommes qui ont participé à la Révolution française ou qui ont écrit sur elle affirmaient en leur temps que, si telle ou telle chose n'avait pas été ce qu'elle fut, la révolution aurait été plus pacifique et aurait donné de meilleurs résultats, et ainsi de suite. Et si les hommes ne se sont pas privés de ce genre de vaines considérations au sujet d'une révolution dont les bienfaits se sont répandus sur le monde entier, il

Élève du séminaire pédagogique de Tiflis, Christapor Mikaelian, grâce à sa nature ouverte à toutes les idées nouvelles et à toutes les audaces, s'attacha au mouvement révolutionnaire et socialiste russe alors naissant. Lorsque, plus tard, ayant obtenu son diplôme, il revint dans son pays natal comme instituteur, en même temps qu'il enseignait aux élèves les sciences élémentaires, il faisait partager à d'autres — à ses camarades et aux parents de ses élèves — les idées nouvelles qu'il avait lui-même adoptées ; et c'est de ce jour que commença sa propagande dans le peuple.

C'est alors que survint un événement grave. En 1885, la politique scolaire russe prit un caractère ouvertement hostile : pour la première fois, le gouvernement russe ferma toutes les écoles arméniennes, et des milliers d'enfants, garçons et filles, furent ainsi privés d'enseignement. Inutile d'expliquer quel désastre cet arrêt de l'enseignement fut pour les petits Arméniens, surtout dans les classes populaires. Les enfants d'Agoulis et de nombreux autres villages, chassés des écoles, erraient dans les rues et dans les champs, et les familles désolées se plaignaient amèrement du despotisme tsariste. Christapor Mikaelian, profondément ébranlé, de tout son être, lui qui avait été formé par la révolution russe, se consacra entièrement au peuple arménien opprimé.

Il décida d'abord de compléter ses études et, après la fermeture des écoles, il partit pour Moscou, où il se consacra consciencieusement à l'étude de l'économie politique et de la sociologie et approfondit la haute dialectique du marxisme. En même temps, il fonda un cercle d'étudiants arméniens, où tous se préparaient à l'action future ; et, par sa droiture, sa simplicité et son caractère affable, il acquit parmi ses camarades une autorité incontestée et respectée. Il revint au Caucase en 1888, à l'époque où commençait un mouvement révolutionnaire vigoureux et grave en faveur des Arméniens de Turquie. Il entra aussitôt dans ce courant et, avec quelques camarades, fonda une grande union révolutionnaire — la Fédération révolutionnaire arménienne — dont l'organe était *Drochak*.

Pendant dix ans, au Caucase, entouré de toutes sortes de dangers, il fut l'âme de la Fédération. Emprisonné une première fois à Tiflis, exilé en Bessarabie, puis emprisonné de nouveau à Bakou en 1895, il consacra à la cause arménienne tous les répités que lui laissait la police russe entre perquisitions, prison et exil. Traqué, persécuté par les autorités locales, portant une charge familiale assez lourde, il consacrait à la propagande non seulement son temps et ses forces, mais aussi l'argent qu'il parvenait à gagner par son travail de journaliste.

Sa maison était un foyer révolutionnaire, d'où sortaient les mots d'ordre, où l'on venait prendre conseil auprès d'un chef librement choisi, qui ne devait son autorité à aucune hiérarchie conférée, mais à la confiance générale qu'on lui portait; une maison dont les portes étaient ouvertes à tous les camarades, réunis autour de la table commune, avec lesquels Christapor partageait son pain et sa modeste bourse. C'est à cette époque qu'il devint, pour tous les Arméniens conscients, « Notre Christapor ».

Puis vinrent les massacres de 1895-1896. Ce grand désastre national fut suivi d'un revirement (d'une réaction) d'une partie du peuple, plus exactement des milieux à l'abri des exactions, contre les révolutionnaires arméniens. Christapor resta inébranlable et ne se découragea pas. L'inaction scandaleuse des grandes puissances européennes l'indigna et l'accabla; mais il comprit en même temps que l'indifférence dont les peuples européens s'étaient rendus coupables envers leurs gouvernements laissait à ces derniers toute latitude pour poursuivre leur politique infâme. Il comprit aussi que la révolution arménienne ne suffisait pas à elle seule, et que la résistance dirigée contre la tyrannie — toujours indispensable — ne pouvait avoir de résultat durable sans la sympathie de ces peuples, plus puissants que le peuple arménien, abandonné à sa malchance et à son impuissance.

C'est pourquoi il partit pour l'Europe avec deux ou trois camarades, afin de se consacrer à une double tâche : défendre la politique de la Fédération révolutionnaire arménienne et la cause arménienne, et attirer de leur côté l'opi-

menée en son nom : un peuple sans initiative ne profite pas de ce qui lui échoit en partage, et le perd à la première occasion dangereuse. En troisième lieu, aucun peuple ne peut, par ses plaintes sans fin, obtenir une aide réelle du monde extérieur : ce sont les protestations de la lutte, animées d'une idée noble, qui expriment l'élan de sa vie, qui sont les valeurs spirituelles de son humanité; ce sont elles qui inspirent le respect envers une nation, et qui lui garantissent la sympathie et même le droit à l'autonomie. En quatrième lieu, la seule activité démonstrative pouvait faire au monde extérieur l'effet d'une œuvre d'un seul groupe, d'une partie de la jeunesse, n'ayant aucun lien avec le peuple, et une telle impression pouvait anéantir toute l'importance de la protestation arménienne aux yeux du gouvernement turc ou de la diplomatie européenne. Le gouvernement turc ne sent que ses mains sont liées pour nuire que lorsqu'il regarde les révolutionnaires comme les représentants de l'état d'esprit populaire; dans le cas contraire, les puissances nuisibles, écartant la « question arménienne », peuvent se proposer d'en finir tout de suite avec leur « élément nuisible », avec des forces relativement faibles. Aussi, lorsqu'en même temps que l'entreprise révolutionnaire qui éclate à Constantinople on constate dans le pays l'état d'esprit indigné du peuple, le premier phénomène est reçu seulement comme un écho de ce dernier, et naturellement l'idée d'« élément nuisible » cède la place à la question de la « cause arménienne » — situation dans laquelle le sultan et l'Europe, pour des raisons connues, ne peuvent rester indifférents.

Mais nous sentons que, sur ce terrain, nous ne pouvons satisfaire nos adversaires. Nous sentons que, contre tout cela, ils peuvent dire : « En principe, nous ne sommes pas opposés à tout cela. En général, ce sont des choses nécessaires, inévitables, même conformes au but, mais... mais chaque chose a son temps, chaque chose doit avoir sa mesure; il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui, au lieu d'avancer, nous voyons derrière nous des centaines de milliers de victimes et le désespoir général... Voilà pourquoi nous pensons que, dans la vie révolutionnaire arménienne,

nous, le silence n'aurait signifié qu'une seule chose : la chute morale complète de toute la nation, la faillite totale de l'idée révolutionnaire, du mouvement révolutionnaire. Gloire donc à ces héros qui non seulement ont brisé ce silence abominable et sont devenus les interprètes des sentiments les plus nobles, les plus humains du peuple arménien, mais qui ont prouvé en même temps que, même en une période accablante, ils étaient capables de mépriser leur vie et de réaliser pour la réparer (la venger) des entreprises telles que les journaux étrangers, çà et là, jugèrent même dignes du nom de « géniales ».

Cependant, se contenter des seules actions démonstratives, c'est-à-dire des seules entreprises accomplies hors du pays — expéditions et manifestations — était d'abord impossible. Les persécutions de la Turquie se faisaient sentir justement dans le pays même, où vit et gémit le peuple. Et naturellement, dans le pays, il existait déjà des courants révolutionnaires ; déjà s'étaient levées des forces animées d'un esprit élevé et ardentes de l'amour de la liberté, qui devaient accomplir et accomplissaient leur œuvre — s'efforçaient d'organiser et de combattre (Sassoun, Zeïtoun, Van). Par conséquent, l'existence des révolutionnaires ne faisait pas naître de phénomènes nouveaux, mais avait pour but seulement de concentrer les forces dispersées, de régulariser leur cours et de faciliter leur œuvre par tel ou tel moyen de son aide — rôle qui entraînait dans la série des devoirs indispensables des révolutionnaires.

Plus encore. Il n'était pas seulement impossible, il ne fallait pas non plus se contenter de l'activité démonstrative. Aucun mouvement social ne peut durer, et encore moins aboutir à une fin victorieuse, s'il ne se popularise pas dans la nation, dans ses larges couches. Une question aussi grande que la libération d'un peuple persécuté des griffes d'un despote puissant ne peut être couronnée de succès si elle est l'œuvre d'une classe sociale limitée, coupée du peuple. Voilà pour l'un. En second lieu, aucune liberté ne peut avoir de prix pour un peuple ni être conservée durablement, si le peuple lui-même ne comprend pas l'existence de la liberté et ne prend pas conscience de la lutte

nion publique des pays occidentaux, que le passé avait déçue. Sans repos, sans un instant de relâche, il travailla à ce double but ; et jamais — ni devant les manœuvres des particuliers, ni devant les nouvelles perfidies des gouvernements européens — il ne se lassa ni ne se découragea.

Le moment n'est pas encore venu de raconter en détail comment il s'acquitta de la lourde tâche qu'il s'était fixée, ni avec quelle joyeuse obstination cet homme — qui avait tant souffert et tant vu — allait, une fois sa décision prise, au-devant d'épreuves invraisemblables.

Ses camarades et le peuple de Sofia lui firent de magnifiques funérailles dans la capitale bulgare, et dans les bourgs du Caucase les Arméniens consacrèrent à sa mémoire des chants tels qu'aucun homme politique n'en eut jamais. Et lui, qui ne cherchait jamais les applaudissements de la foule, entra dans l'éternité accompagné des lamentations de tout un peuple...

1905, Paris.

PIERRE QUILLARD

# La logique de la foule

ne s'opposaient pas aux exigences de l'activité à l'intérieur du pays ; au contraire, ayant pour but de secouer les conditions accablantes qui régnaient dans le pays, elles devaient seulement faciliter l'activité intérieure et naturellement lui donner une impulsion particulière.

Il y a cependant des gens qui, tout en reconnaissant l'importance de l'action démonstrative dans les premières périodes de notre mouvement, contestent la signification des manifestations ultérieures. « Puisque notre question était à l'ordre du jour, il n'était pas nécessaire de soulever de nouveau, à tel ou tel moment, l'attention de l'ennemi » — disent-ils avec un aplomb convaincu, comme si, dès qu'une question est à l'ordre du jour, cela signifiait déjà qu'elle y restera ainsi, ou qu'elle sera résolue sans raison. Ces gens se sont-ils jamais posé à eux-mêmes la question de savoir combien de fois, au cours du temps, grâce à tel ou tel groupement des forces politiques et des intérêts, des questions à l'ordre du jour ont été reléguées de côté, ou même oubliées pour toujours ? Et n'avons-nous pas vu de nos propres yeux, au cours des vingt dernières années, en un laps de temps si court, par quels jeux perfides notre cause fut livrée à l'oubli ? Il est à propos de rappeler ici le fait caractéristique suivant. Trois émissaires du gouvernement turc vinrent l'un après l'autre parlementer, justement après ces entreprises « superflues » et « insensées », en 96 et 97 ; et — c'est là le principal — dans leurs propositions ils ne posaient qu'une seule exigence : faire cesser l'activité révolutionnaire à Constantinople ; quant au pays en révolte, pas une condition, pas un mot. Autre circonstance : il y a des moments dans la vie des peuples où l'on peut tout espérer, excepté le silence. Il y a des instants où le silence caractérise fâcheusement tout un mouvement, tout un peuple ; et c'est de tels instants qu'étaient ces époques auxquelles sont liées les manifestations aujourd'hui condamnées. Quand en 95 et 96 une mer de sang tout entière avait submergé l'Arménie, et que les Arméniens — s'ils n'étaient pas un amas de cadavres morts de peur — devaient être saisis d'un sentiment facile à comprendre, d'une soif de vengeance, devaient devenir un cri de revanche sans fin — à un tel moment, disons-

les yeux mêmes des grandes puissances ; que ces protestations fussent, par leur caractère même, capables d'exprimer toute la gravité de la situation ; qu'elles fussent systématiques, et non des phénomènes accidentels d'un caractère fortuit ; que, sinon pour la civilisation humaine, du moins pour telle ou telle puissance, et d'une manière dérangeante, l'état d'esprit révolutionnairement exacerbé, le mécontentement, fussent en même temps nuisibles aux intérêts des puissances. Ajoutons à tout cela les exigences que doit satisfaire toute organisation qui s'efforce d'accomplir un rôle dans la vie courante : économiser autant que possible ses forces et ses moyens, attirer tous les éléments et courants favorables, régler leur cours — et vous arriverez à la conclusion que, parmi les moyens de lutte mis en œuvre dans notre passé révolutionnaire, aucun n'était de trop, et qu'il n'était pas possible non plus d'en sacrifier aucun au profit des autres.

En faisant des manifestations et des expéditions, les révolutionnaires agissaient à Constantinople et sur les frontières de la Turquie. L'importance de Constantinople dans l'œuvre de la lutte est connue, et nous ne nous y arrêterons pas longtemps ici. À Constantinople, les révolutionnaires frappaient non seulement au cœur de la Turquie, mais en un point d'importance mondiale, sous les yeux de l'Europe entière, sur le théâtre même de ses intérêts immédiats ; une seule bombe qui éclate là est mieux entendue du monde que le grondement de centaines de coups de canon dans les profondeurs du pays. En agissant sur les frontières, nous ne nous trouvions pas non plus dans des recoins perdus, mais dans des lieux où nous devons naturellement toucher au moins deux puissances. Ces deux sortes d'entreprises de manifestation facilitaient aussi, de façon économique et systématique, les conditions de la lutte, car elles exigent relativement moins de forces et de moyens, et moins de préparation ; mais elles avaient une importance essentielle à une époque où, comptant sur l'aide de l'Europe, les organisations révolutionnaires étaient tenues de s'efforcer de faire connaître autant que possible la situation accablante du peuple. Il est compréhensible aussi que ces entreprises

« S'il était possible de supposer que le gouvernement turc puisse, dans une telle crise (1876, septembre), continuer son existence légale en Bulgarie avec l'accord ou la sanction de l'Europe, il faudrait alors considérer comme un crime contre la justice humaine de n'élever aucune protestation contre l'abus du pouvoir, aucune résistance contre une tyrannie sans égale. Mais nous ne sommes pas encore arrivés à un tel degré d'avilissement »...

W. GLADSTONE

# I

La foule, qu'elle soit composée de gens « instruits » ou d'ignorants, a toujours tendance à penser que, lorsqu'un phénomène en suit un autre, le premier est la cause directe du second.

Telle est la logique de la foule, et seule cette logique peut expliquer l'opinion absurde, répandue dans certains milieux de la société arménienne, selon laquelle les révolutionnaires arméniens seraient la cause réelle des massacres arméniens. « Post hoc, ergo propter hoc » — « Après ceci, donc à cause de ceci » : par ce raisonnement, la foule en chapeau a accepté comme une vérité indiscutable la fable mensongère sortie du palais d'Hérode. « N'est-il pas vrai qu'avant les massacres arméniens rien de nouveau ne s'était produit — ni éclipse de soleil, ni apparition de comète — rien, sinon des manifestations révolutionnaires ? Quel doute y a-t-il donc que ce soient ces manifestations qui aient causé nos massacres ? Maudites soient ces manifestations, périssent les révolutionnaires ! » — ainsi parle la sottise ou la dureté de cœur humaine ; et voilà devant vous un phénomène aussi odieux que dangereux.

Au moment où vous vous trouvez face à une atrocité telle que les massacres arméniens, vous êtes saisi d'un sentiment d'indignation sans bornes ; au moment où l'Arménien se trouve face à une civilisation qui l'égorge ouvertement, vous ne pouvez avoir qu'un seul désir irrésistible : être enfin délivré de ces souffrances inouïes. C'est à ce moment-là, disons-nous, qu'autour de vous, ici et là, vous voyez des Arméniens qui, foulant aux pieds la vérité la plus évidente, sont prêts à appeler le bien mal et le mal bien ; prêts presque à justifier une barbarie sans pareille dans l'histoire humaine ; prêts à mettre la faute de l'auteur d'une

Quant à l'importance organisationnelle du transport d'armes et des milliers d'hommes et d'actes de terreur accomplis, il est déjà superflu d'en parler, car ce sont des moyens indispensables pour les entreprises décisives, et ils doivent avoir leur place dans tout programme révolutionnaire.

Voilà, en quelques mots, le côté positif des entreprises examinées par nous. Nous laissons au lecteur le soin de compléter ces traits généraux par des exemples vivants, qui lui montreront combien les entreprises révolutionnaires connues ont eu, en leur temps, une grande influence, d'une part sur la société arménienne, sur l'état d'esprit du peuple arménien, en lui inspirant du courage et de l'intérêt pour notre cause, notre lutte, les organisations révolutionnaires, etc. ; et, d'autre part, sur la diplomatie européenne, en l'obligeant tantôt à remettre sur le tapis la question arménienne condamnée à l'oubli, tantôt à réunir spécialement des conférences pour réveiller cette question.

Mais peut-être existe-t-il pour la lutte révolutionnaire d'autres moyens, qui auraient pu être plus efficaces que ceux que nous avons mentionnés. Que nous les montrent ceux qui en connaissent. Quant à nous, nous pensons que notre mouvement révolutionnaire a, entre autres, précisé par eux, manifesté sa vitalité, sa souplesse et sa capacité d'adaptation aux conditions les plus défavorables, ayant saisi en un court laps de temps les multiples moyens de lutte — depuis les protestations d'un caractère relativement pacifique jusqu'à l'action la plus énergique, depuis les actes de terreur isolés jusqu'aux mouvements populaires.

Peut-être enfin n'y avait-il pas besoin de recourir à tous ces moyens ; peut-être fallait-il suivre une direction plus limitée, afin que, sans disperser nos forces et nos moyens révolutionnaires en entreprises diverses, nous les concentrons autour de certaines questions. Voyons.

Selon le but que nous avons attribué au mouvement arménien, l'activité révolutionnaire devait avoir en vue, entre autres, toutes les possibilités de provoquer l'intervention européenne. Voici les conditions qui étaient indispensables pour cela : il fallait que nos protestations aient lieu sous

Quel était donc le but de notre mouvement? — Rien d'autre, sinon d'organiser la lutte par la force de la violence contre les Kurdes pillards qui dominent en Turquie et contre l'arbitraire des fonctionnaires, jusqu'à ce que les six puissances, par une intervention décisive, changent l'ordre des choses en mieux.

Comme le lecteur le voit, l'organisation, la protestation par la force et enfin la provocation de l'intervention européenne constituent les éléments essentiels de ce but. En nous plaçant à ce point de vue, nous pouvons poser d'une autre façon la question précédente : « lesquelles des entreprises accomplies dans le passé révolutionnaire sont superflues, nuisibles, destructrices? » — la transformer en celle-ci : laquelle d'entre elles est dépourvue de ces éléments, laquelle sort réellement du cadre de notre définition?

Il suffit de jeter un regard, même le plus superficiel, sur ces activités, et nous verrons que chacune d'elles porte en elle tous les éléments de notre définition.

Les manifestations, les expéditions et les groupes armés organisent la force de combat, popularisent la voie de la protestation, éduquent la génération contemporaine, entretiennent l'esprit combatif du peuple, ébranlent l'autorité de l'ennemi, à l'intérieur aux yeux de ses propres sujets et au dehors devant les étrangers; ils secouent les assises gouvernementales, excitent l'opinion publique européenne et la diplomatie, c'est-à-dire qu'ils poussent en avant l'œuvre de l'intervention et ne laissent pas la question sombrer dans l'oubli, ni en tant que question politique internationale, ni en tant que cause nationale commune de tous les Arméniens dispersés aux quatre coins du monde.

Les mouvements populaires, en tant qu'entreprises révolutionnaires, ont bien entendu une influence plus significative encore. Partout et de tout temps, l'idée de la libération a été liée à ce genre de mouvements, et ils ont eu une importance si décisive dans la vie historique des peuples que la libération de ces derniers a toujours constitué le but pratique des luttes commencées. Il est donc clair que le mouvement arménien, lui non plus, ne pouvait se soustraire à cet élément de lutte, le plus essentiel de tous.

violence sans exemple sur le dos de l'armée qui combat cette violence...

« Nous sommes perdus, nous Arméniens », dirions-nous hardiment, si nous n'étions témoins de ce que, d'un côté, le peuple martyrisé, par son instinct pur, et, de l'autre, les hommes qui connaissent la question d'Orient voient pareillement clair dans les causes des dernières horreurs et ne mêlent pas leur voix au concert des scribes et des pharisiens arméniens. Malheureusement il y a des gens naïfs, dépourvus de cet instinct et de cette connaissance, et sur eux agit en partie la prédication de ce chœur contre-révolutionnaire. Enfin, l'existence même d'une telle prédication — le fait même que les frères indignes des innombrables victimes, sur le sang encore frais, répètent le mensonge du bourreau et de ses défenseurs — est pour nous un phénomène si pénible que nous nous voyons obligés de nous arrêter sérieusement sur ces accusations absurdes.

Mais laissons d'abord parler les auteurs européens.

Dans son célèbre ouvrage intitulé *Le Sultan et les Puissances*, MacColl écrit :

« Les massacres constituent la politique traditionnelle des sultans et, au cours des soixante dernières années, ils se sont répétés en moyenne une fois tous les dix ans... avec la régularité d'une *loi de nature*...

... Chaque fois que les chrétiens, malgré leur impuissance, commençaient à surpasser les musulmans en nombre, en instruction et en bien-être, les souverains mahométans, suivant l'exemple de la politique de Pharaon, réduisaient la population *selon le système* de Bulgarie et de Sassoun...

... La race turque, comme le remarque justement Nassau Senior, s'éteint rapidement; la femme turque n'a que très rarement plus de deux enfants... Les Turcs ont conscience qu'ils s'éteignent et qu'ils ne peuvent rivaliser avec les chrétiens à conditions égales : c'est ce qui

explique l'oppression continuelle exercée contre les chrétiens et les massacres périodiques, seul moyen de retarder la fin de la domination turque...

... Le Sultan, écrit le même auteur ailleurs, a commencé ses exploits par Sassoun, et si le programme des réformes n'avait pas existé, ce massacre eût peut-être suffi pour un temps à calmer son cœur assoiffé de sang; mais le programme des réformes reposait sur *l'égalité numérique des Arméniens et des musulmans*; c'est pourquoi il décida de faire échouer l'exécution de ce programme en changeant l'un des termes de cette égalité (c'est-à-dire en réduisant le nombre des Arméniens). Les auteurs du programme des réformes auraient dû prévoir ce danger et, avant tout — sachant à qui ils avaient affaire — se préoccuper des moyens de parer à une telle éventualité... Mais les Puissances ne firent rien pour lier les mains du Sultan, et l'ordre de massacrer les Arméniens fut donné par Yildiz-Kiosk. »

L'Irlandais Émile Dillon, ancien professeur, qui visita l'Arménie turque au début de 1895 et fut le premier à communiquer à l'Europe, par l'intermédiaire de la *Contemporary Review*, des informations exactes sur les massacres de Sassoun, dit :

« En 1891, la Sublime Porte, craignant de graves difficultés si elle devait appliquer les réformes promises en Arménie, et redoutant que les chrétiens habitant les provinces frontalières de la Russie ne puissent aider la Russie en cas de guerre, décida de faire d'une pierre deux coups et forma avec les Kurdes les plus sauvages une cavalerie dite « hamidié ». Le plan proposé par quelques hauts fonctionnaires du gouvernement consistait à débarrasser les provinces frontalières, par exemple l'Alachkert, des Arméniens et

## IV

Abordons maintenant la marche pratique qui s'est manifestée dans le mouvement révolutionnaire arménien.

En nous arrêtant sur les traits les plus marquants, nous devons rappeler ici les manifestations accomplies à Constantinople, les mouvements de Sassoun, de Van et de Zeïtoun, les expéditions entreprises depuis les frontières russe et persane (Goukounian et Khanassor), puis une série énorme de combats se répétant presque chaque année, liés soit au transport d'armes, soit à l'activité des groupes armés ou d'autres œuvres d'organisation, et enfin de nombreuses actions de terreur, dirigées contre des fonctionnaires et en particulier contre des espions et des traîtres arméniens. En résumant ces phénomènes révolutionnaires, nous voyons que les organisations révolutionnaires arméniennes ont fait des manifestations et des expéditions, provoqué des mouvements populaires, transporté des armes, travaillé à organiser le peuple pour la lutte, accompli des actes de terreur.

Lequel de ces moyens est superflu, nuisible, destructeur ?

Plus haut, avec de nombreux auteurs étrangers, nous avons vu que le mouvement arménien est un phénomène naturel, fort compréhensible et en même temps tout à fait conforme au but dans notre vie. Si nous ne nous trompons pas dans cette conclusion, alors, en déterminant la nature et le but du mouvement arménien, nous serons prêts à répondre à la question posée plus haut : seules pourront être tenues pour inutiles, préjudiciables et nuisibles les entreprises qui ne correspondent pas aux exigences découlant de cette détermination ; et, inversement, sont utiles, souhaitables et nécessaires celles qui répondent à ces exigences.

Ainsi donc — même si nous nous exprimons avec les paroles des hommes mentionnés plus haut — dans les circonstances régnantes le mouvement arménien était non seulement inévitable, car c'est ce qu'exigeait « la nature des choses »; non seulement légitime, car aucun peuple n'est tenu de se résigner sans résistance à l'« esclavage le plus cruel » ou de demeurer dans une « servitude honteuse »; non seulement fort compréhensible, car c'eût été « étrange » d'attendre autre chose à sa place; non seulement conforme au but, car l'Arménien « sans se révolter » ne pouvait améliorer sa situation d'aucune autre manière — mais il était aussi attendu depuis longtemps, car « le partage des sandjaks suffisait déjà à soulever les Arméniens »; et en même temps c'est un phénomène glorieux, car il prouve que les instincts de la « nature humaine » ne sont pas encore éteints chez les Arméniens; enfin, c'est aujourd'hui une cause sanctifiée, car elle a ses nombreux « martyrs » — des martyrs tombés pour l'idée du bien-être d'un peuple malheureux...

à les remplacer par des mahométans; à réduire dans les cinq provinces le nombre des Arméniens au point que la question des réformes arméniennes perde toute importance; et, en cas de guerre, à faire servir les Kurdes de contrepoids aux cosaques. Ce programme d'extermination est depuis lors exécuté à la lettre et progressivement élargi, et s'il ne rencontre pas d'obstacle, sans aucun doute la question arménienne finira ainsi par être résolue... »

Le célèbre Anglais James Bryce écrit :

« Les événements de 1878 eurent une grande influence à la fois sur le sultan et sur ses sujets chrétiens. La libération de la Bulgarie éveilla chez les Arméniens instruits l'espoir que l'Europe ferait aussi pour eux ce qu'elle avait fait pour les Bulgares. Cette idée — que les Arméniens devaient aspirer, sous la protection de l'Angleterre, à créer une Arménie autonome semblable à la Bulgarie, et que telle ou telle des réformes promises aux Arméniens pouvait être le commencement d'une telle autonomie — cette idée fut la cause principale qui poussa le sultan à répéter en Arménie, sur une échelle plus grande, les horreurs de Bulgarie. »

La même idée est exprimée par le missionnaire américain Greene, qui, comme Bryce, ne sympathise nullement avec les organisations révolutionnaires arméniennes, mais affirme cependant que les Turcs s'efforcent, par des procédés assez habiles, de rejeter la responsabilité sur les révolutionnaires afin de dissimuler leurs propres « activités ». Et si vous demandez quelles sont ces « activités », Greene renvoie au journal américain *The Independent*, où il est dit :

« Ainsi, Nedjib pacha en 1840 (le massacre des chrétiens de Syrie), Bedr-Khan en 1850 (les massacres des Nestoriens et des Arméniens au Kurdistan), Khourchid pacha en 1860 (les massacres

des Maronites au Liban et à Damas), Chefket pacha en 1876 (le massacre des Bulgares) et Zeki pacha en 1894 (le massacre de Sassoun) — l'un après l'autre, ils se sont appliqués à une seule et même idée ignoble et misanthrope : délivrer la domination turque de l'élément chrétien. »<sup>1</sup>

Prenant la défense des Arméniens, Greene, suivant d'un côté Bryce et de l'autre (comme il l'avoue lui-même) surtout Rolin-Jaequemyns, écrit :

« On dit que les Arméniens ont été eux-mêmes la cause de leurs malheurs, en provoquant les Turcs. Mais qui a provoqué les Arméniens?... Ils ont vu que la Bulgarie fut délivrée du sang et du gouvernement despotique et obtint, sous la protection des puissances européennes, le droit à l'autonomie et au bien-être. Peut-on s'étonner que se soient éveillés dans le cœur du peuple arménien de tels espoirs et de telles aspirations — chez un peuple qui n'est en rien inférieur aux Bulgares et, à bien des égards, les dépasse de loin... L'idée révolutionnaire arménienne apparaît comme un phénomène nouveau au cours de ces longues années de vie paisible du peuple portant le joug turc. Mais c'est la conséquence naturelle de cet état de terreur que le traité de Berlin a constaté. Et cet état deviendra de jour en jour plus aigu, plus insupportable, jusqu'à ce que les tyrans ottomans renoncent à leurs méthodes brutales et arbitraires à l'égard du « raïa soumis ». »

Le professeur de l'Université de Moscou, le comte L. Kamarovsky, s'appuyant sur l'opinion du célèbre diplomate comte Benedetti, excellent connaisseur des affaires d'Orient, dit :

---

1. À cette liste ajoutons encore le sultan Mahmoud, qui fut en 1822 l'auteur du massacre d'au moins 50 000 Grecs.

ces derniers temps à Van et dans ses environs — tout cela montre qu'il existe réellement un profond mécontentement. Et, en vérité, il serait surprenant d'attendre autre chose que le mécontentement. »

Écoutons aussi l'opinion de l'éminent Rolin-Jaequemyns à ce sujet :

« La Bosnie, l'Herzégovine, la Bulgarie n'avaient pas de place particulière dans le traité de 1856. Elles n'y étaient même pas mentionnées, pas plus que la Crète et le Liban. Pourquoi donc l'Europe s'est-elle occupée de façon si active des populations chrétiennes de ces pays, bien avant 1878, sans présenter aucune exigence à l'égard des chrétiens d'Arménie? Malheureusement, je ne trouve aucune explication à ces différences d'attitude envers diverses nations, sinon celle-ci : que les Arméniens se sont contentés de se révolter seulement par des plaintes... Si les persécutions turques ont fait naître chez les Arméniens opprimés un désir profond d'obtenir non seulement la sécurité personnelle, mais aussi l'autonomie générale sur la terre où régnèrent leurs ancêtres, dans les limites tracées par les traités — il n'y a là rien d'une intrigue ordinaire, mais un phénomène légitime pour la nature humaine, qui naît dans les souffrances et ne se contente pas de la seule existence matérielle... »

Enfin, le 20 février 1894, l'ambassadeur de France, M. Cambon, dans un rapport adressé à son gouvernement, dit entre autres choses :

« Les rapports de l'année dernière vous ont fait connaître les événements survenus à Césarée, à Marsovan, à Angora... Par son imprévoyance, la Sublime Porte a elle-même légitimé le mouvement arménien, qui a désormais ses martyrs. »

« Nul, si pacifique soit-il, ne peut s'abstenir de recourir aux moyens de la violence, lorsque sa vie et son honneur sont en danger. »

Le célèbre chanoine MacColl :

« Je décrirai encore le développement de ce programme diabolique d'extermination des Arméniens. Mais maintenant qu'il me soit permis de dire franchement que, si les Arméniens n'avaient pas d'espoir de succès, non seulement ils auraient eu le droit, mais ils auraient dû considérer comme leur devoir sacré de se révolter et de renverser ce gouvernement infernal, qui les condamne, parmi les horreurs humaines, à l'esclavage le plus avilissant, le plus honteux et le plus cruel qui ait jamais existé... Les victimes du gouvernement central de la Sublime Porte ne sont nullement tenues de lui être fidèles, et elles ont le droit de renverser ce gouvernement à la première occasion... Le plus grand bien des nations n'est pas la paix, car on peut jouir de la paix même dans une honteuse servitude, en reniant toute sainteté. »

Le 23 septembre 1880, le consul britannique Everett écrivait d'Erzeroum au comte Granville :

« Seules la patience du peuple, sa pusillanimité et la faiblesse des chefs qui se sont trouvés dans ses rangs divers peuvent expliquer le fait qu'au moment du partage des sandjaks orientaux l'année dernière (1879), il ne se soit pas soulevé comme un seul homme contre le gouvernement. »

Dix ans après ces paroles, c'est-à-dire en 1890, le colonel Chermside rapportait déjà du même endroit :

« Les sociétés et comités secrets organisés ces dernières années à Erzeroum et dans d'autres provinces, les efforts et les tentatives faits pour se procurer des armes, les événements survenus

« Les Turcs, sentant que leur domination leur échappe de toutes parts et passe peu à peu aux chrétiens, non seulement dans le domaine économique mais aussi dans celui de la culture, nourrissent contre eux, outre le mépris, une haine furieuse et impitoyable. Dans leur fureur aveugle — entretenue, ajoutons-le, uniquement par l'intervention impuissante et irréfléchie de l'Europe — ils ne voient aucun autre moyen de conserver leur puissance et de reculer devant les dangers menaçants que d'exterminer les chrétiens par des massacres. D'où les massacres de chrétiens qui ont eu lieu partout où ces derniers ont tenté de résister aux Turcs : en Bulgarie, en Bosnie, en Arménie, en Crète, etc. Ce système est appelé « pacification » et « rétablissement » du gouvernement paternel du magnanime padichah. Face à un tel gouvernement, peut-il être question de « légalité », et quel « pacifisme » peut justifier le désir de le maintenir ? »

L'homme politique et écrivain français bien connu Jean Jaurès, dans son discours éloquent prononcé au Parlement sur la question arménienne, s'adressant au ministre des Affaires étrangères Hanotaux, le 3 novembre 1897<sup>2</sup>, disait :

« Vous avez oublié d'ajouter... que, quelque jugement que l'on porte sur les révolutionnaires arméniens, assurément ils n'ont pas été des provocateurs. Vous avez oublié de rappeler que, avant leur responsabilité — si tant est qu'ils en aient une, et que peut être la responsabilité de quelques hommes ou de quelques comités face à l'extermination et au massacre de tout un peuple — je le répète, vous avez oublié de rappeler qu'avant la responsabilité de ces hommes, et

---

2. (Note de la bibliothèque) Le discours de Jaurès sur les massacres d'Arménie fut prononcé à la Chambre le 3 novembre 1896 ; le texte arménien porte 1897.

bien au-dessus d'elle, il y avait la responsabilité du sultan et de l'Europe. »

L'arménophile allemand Lepsius, qui a inscrit sous le titre de son livre *Arménie et Europe* : « Un acte d'accusation contre les grandes puissances », dit, après avoir examiné minutieusement la question des massacres :

« Nous répétons notre question : qu'étaient les massacres d'Arménie ? Nous répondons : c'était une mesure administrative prise par la Sublime Porte, dont le but et l'objet n'étaient autres que de rendre inapplicables, par l'extermination de la nation arménienne, les réformes exigées par les grandes puissances... Mais comprenons bien ce qui mérite d'être flétri : ce n'est pas que les diplomates européens se soient lavé les mains de la cause d'un peuple opprimé et massacré, c'est qu'ils aient disposé de ce sang de telle manière qu'ils ont contraint les Arméniens à payer de leur sang le prix de leur politique... »

Le professeur belge Rolin-Jaequemyns, spécialiste reconnu du droit international, écrivait dans l'un de ses ouvrages (*L'Arménie, les Arméniens et les traités*), dès 1887, alors qu'il n'était encore question en Europe d'aucun mouvement révolutionnaire arménien :

« ... La question arménienne, grâce à l'article 61 du traité de Berlin, est entrée dans le domaine du droit international, et non par complaisance diplomatique, mais comme la conséquence logique de faits et de traités antérieurs. Cette même logique exige maintenant que l'article 61 soit appliqué. Si cette exigence n'est pas satisfaite, si ce peuple très capable, qui a une conscience nationale et dont les droits ont été reconnus de façon solennelle, continue d'être opprimé impunément comme par le passé ; si le gouvernement turc ne veut pas ou ne peut pas tenir ses promesses, et si l'Europe oublie de le

fort affaibli, mais heureusement pas encore entièrement desséché dans certains éléments du peuple arménien — et cet instinct à lui seul suffisait déjà pour remplir en eux, face au désespoir mortel, tous les sentiments de défense de soi. Mais nous eûmes aussi une autre circonstance fort importante, qui devait finalement décider, hâter la sortie de l'Arménien de ce cercle d'hésitation. Cette circonstance fut le traité de Berlin et son article 61. Si, jusqu'à cet article, l'Arménien — voulant échapper à la perspective de l'extinction, mais énervé, affaibli et portant devant lui les traces d'innombrables échecs — pouvait craindre aussi le danger du risque, avec cet article le peuple arménien voyait désormais pour alliés les six puissances européennes tout entières, et les espoirs conditionnels de succès devaient se changer en foi directe. « Je m'insurge, donc je suis », criait l'Europe, en se tenant derrière les Arméniens. L'hésitation n'était plus possible — et voici que du cœur du peuple éclate le mouvement révolutionnaire, entraînant dans son courant toute une chaîne de héros populaires et d'hommes de lettres, dans la mère-patrie et en Europe.

Nous demandons donc : le mouvement révolutionnaire arménien était-il naturel, était-il enfin souhaitable, oui ou non ? Le courant révolutionnaire était-il lui-même la nécessité et l'unique issue de la vie réelle, ou bien une œuvre artificielle plaquée sur elle ?

... Et en général, s'il est une chose que l'on puisse regretter — n'est-ce pas que ce mouvement ait été créé chez nous bien tard, et que, jusqu'à aujourd'hui encore, nous piétinions beaucoup sur ce seul chemin d'espérance ? Même les étrangers, et jusqu'au gouvernement turc, en parlent en des termes fort précis.

Nous avons déjà montré plus haut que certains auteurs étrangers appellent « l'idée révolutionnaire arménienne » directement « la conséquence de l'état de terreur ».

Mais écoutons encore quelques autres, et en premier lieu l'autorité du gouvernement turc.

La charte appelée « Tanzimat », publiée en 1839 sur la signature du sultan Abdul-Medjid, disait :

Ainsi parlent les faits sur la période préévolutionnaire « bienheureuse », ainsi parle la vie, ainsi témoignent des centaines d'hommes qui connaissent la vie de l'Arménie turque.

Mais que nous dit tout cela ? La seule conclusion que nous puissions en tirer, c'est que la vie arménienne se trouvait depuis longtemps devant un grand dilemme : ou bien, dans des conditions déplorables, l'extinction comme collectivité, comme nationalité, comme peuple ayant une patrie ; ou bien la résistance — vie, biens acquis, maison, patrie, tout ce que protège la violence. Les amateurs des voies moyennes, comme il leur sied, trouvaient bien entendu ici aussi une troisième issue, pensant que le peuple arménien, grâce à ses qualités culturelles, apparaîtrait victorieux dans son milieu hostile, sans recourir aux armes, et apporterait ainsi au monde entier un principe nouveau, que l'histoire humaine, dans toute son étendue, a toujours su ignorer : à savoir que la liberté peut s'acquérir par la seule « guerre pacifique de la civilisation ».

Cependant la réalité, de jour en jour plus amère d'un côté, et, de l'autre, la conscience de cette situation effroyable dans les couches de la société arménienne que notre mouvement avait réveillées, venaient peu à peu convaincre les Arméniens qu'ils feraient bien de renoncer une fois pour toutes à un si grand service rendu au profit de l'humanité entière, et que, pour rendre de grands services à l'universel, il faut d'abord défendre et assurer sa propre existence. Et quand la situation prend une telle forme, quand il apparaît clairement que le cours des choses mène par lui-même à la perte, n'est-il pas naturel qu'un peuple, en de telles circonstances, choisisse la voie qui, bien que dangereuse, est aussi pleine d'espoir, et qui, avec les victimes, promet aussi un avenir ? Dans le premier cas, la perte sans gloire est inévitable, la perte que prouve la misère sans bornes du peuple ; le second n'est qu'un danger, un obstacle, un risque passager, dont le succès est conditionnel. Le puissant instinct d'une vie sûre et honorable — cet instinct éternel et créateur de miracles, par lequel vivent et agissent les peuples, instinct

lui rappeler, alors il adviendra de la question arménienne, à la première occasion favorable, la même chose que des questions roumaine, serbe, bulgare et crétoise. Ce sera l'un de ces accidents qui surviennent d'ordinaire faute de prévoyance, en diplomatie comme en médecine. Ils ressemblent à ces maux légers et insignifiants qui, parce qu'on les a négligés au début, se transforment soudain en une maladie rapide et mortelle. »

Passons maintenant aux conclusions. En résumant ces opinions, nous voyons que MacColl, Bryce et Dillon en Angleterre, Greene en Amérique, Kamarovsky en Russie, Jaurès en France, Lepsius en Allemagne, Rolin-Jaequemyns en Belgique affirment unanimement que les véritables causes des massacres arméniens sont, d'une part, la décision consciemment prise par le gouvernement turc de diminuer le nombre des Arméniens en Arménie (indépendamment des mouvements révolutionnaires) et, d'autre part, la politique de l'Europe à l'égard des Arméniens.

Oui, tous ces auteurs ne laissent subsister aucun doute : le gouvernement du sultan avait, pour exterminer les Arméniens, des mobiles bien plus profonds que les entreprises révolutionnaires, comme le suppose la logique de la foule.

Voici ces mobiles.

Premièrement. — Dans des conditions égales et libres, les Turcs sont incapables de rivaliser avec les Arméniens, qui les surpassent par la culture, par leur force de croissance et par leur progrès économique.

Deuxièmement. — L'éveil intellectuel et moral des Arméniens, d'une part, et le régime turc insupportable, d'autre part, ont nécessairement fait naître le mouvement arménien, dont la conséquence fut la question arménienne, sous la forme d'un programme d'autonomie de l'Arménie ou, du moins, de l'exigence de réformes dans les provinces arméniennes, réformes que les Turcs ne veulent en aucune façon admettre, car elles signifient la ruine de la Turquie.

Troisièmement. — Les provinces arméniennes sont limitrophes de la Russie, pour les Turcs l'ennemi le plus dangereux. Les réformes promises peuvent faciliter l'avance des Russes, qui deviendraient ainsi maîtres des provinces arméniennes, d'autant plus qu'en temps de guerre les Arméniens peuvent rendre de grands services aux troupes russes.

Voilà pour la première cause. Quant à l'autre cause fondamentale — la politique de l'Europe —, les mêmes auteurs affirment avec la même conviction que l'Europe, en prenant sur elle l'obligation d'améliorer le sort des Arméniens, a ouvert devant la Turquie une grande porte de crainte pour son intégrité ou sa souveraineté ; mais qu'en même temps, non seulement elle n'a pas fait un seul pas pour aider les Arméniens, mais, par son égoïsme, sa lâcheté et ses intrigues perfides, elle a en outre assuré au Grand Assassin l'exécution de son programme infernal de massacres arméniens...

Si nous résumons exactement les causes indiquées par les auteurs étrangers, nous demandons alors : quelle part ont dans ces causes les révolutionnaires arméniens, que la logique de la foule accuse aujourd'hui ?

Est-ce grâce à leurs sermons que le peuple arménien a commencé à surpasser les Turcs par sa force de croissance, par son progrès économique, par sa culture ?...

Est-ce eux qui ont créé chez les Arméniens le mouvement intellectuel, fait naître la conscience nationale, libéré la Bulgarie et soulevé la « question arménienne » ?...

Est-ce eux qui ont fait de la Russie l'ennemie de la Turquie ou qui ont rapproché leurs frontières, en rattachant l'Asie Mineure au Caucase ?...

Est-ce eux qui ont inspiré à l'Europe l'indifférence, la lâcheté, l'inhumanité ?...

Nous pensons qu'il est permis de répondre : non.

Mais ce n'est pas assez. Non seulement les révolutionnaires arméniens n'ont aucune part dans ces causes réelles des massacres, mais — nous l'affirmons avec une profonde conviction — eux-mêmes, et tout le mouvement révolutionnaire arménien, ne sont rien d'autre qu'une conséquence naturelle et nécessaire de ces mêmes causes économiques et politiques.

« Dès 1885, dit Bryce, le général sir C. Wilson écrivait que les provinces arméniennes souffraient de toutes les exactions de l'injustice systématique, et il caractérisait le gouvernement turc comme une machine de tyrannie telle qu'elle n'a point sa pareille dans le monde entier. »

L'Irlandais docteur Rea, directeur de l'œuvre scolaire américaine en Syrie, dit entre autres dans un livre publié par lui en 1877 :

« Les Turcs agissent non seulement avec une fureur sauvage, mais aussi avec une impudence complète, et conformément à leur droit, à leur législation et à leur foi... Dans l'empire turc, il est difficile de trouver un seul village qui n'ait ses horribles souvenirs, si horribles qu'il est impossible d'y penser ou d'en parler... »

Les massacres, écrit Dillon, « sont des jours de fête, comparés à la situation « quotidienne » des Arméniens ».

« Nous vous certifions, écrivent les 36 représentants des Arméniens de Khnous dans une requête adressée à la nation anglaise, que ce qui s'est passé à Sassoun n'est qu'une seule goutte du sang arménien qui, peu à peu et silencieusement, est versé dans tout l'Empire ottoman... »

Rappelant encore une fois que Rolin-Jaequemyns a publié son livre bien avant les calamités de l'Arménie, nous citons les lignes suivantes :

« On ne saurait imaginer une situation plus effroyable que celle du peuple arménien, misérablement humilié, sans défense et dépouillé... Partout, dans chaque ville, l'esprit d'oppression et de tyrannie se manifeste sous mille formes ; et si l'un des peuples les plus patients de notre Occident était soumis à ces calamités, ne fût-ce que l'espace d'un seul jour, un cri de colère jaillirait aussitôt de sa poitrine... Oui, oui. »

la garantie des droits politiques et religieux des chrétiens sujets de la Turquie » — exigence qui, peu après, devint l'article 9 du traité de Paris du 30 mars 1856 ; et que, le 3 août 1860, l'Autriche, la Prusse et la Russie s'arrogèrent, par un protocole particulier, le droit d'obliger la Turquie à « adopter des mesures administratives sérieuses pour améliorer la situation des chrétiens de toutes confessions de l'Empire ottoman ». Et il en fut ainsi, jusqu'à la proposition du ministre autrichien comte Beust en 1867 — donner une constitution à tous les chrétiens sujets de la Turquie — et enfin jusqu'au traité de Berlin.

L'abondance des faits nous oblige à ne pas nous arrêter sur la description de la « bienheureuse » situation préévolutionnaire du peuple arménien.

Des centaines de milliers d'émigrants depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle ; l'émigration forcée des provinces limitrophes de la Russie vers les profondeurs de la Turquie (Sergueï Glinka, « Les émigrations des Arméniens ») ; des centaines de villages et de monastères disparus (1872 et 1876, rapports patriarchaux) ; des centaines d'autres villages entièrement ruinés (Livre bleu, 1880) ; des massacres partiels et des programmes manifestes d'extermination des Arméniens (Bayazid 1877, Zeïtoun et Kemal pacha 1879, etc.) ; l'étouffement de nombreux procès (particulièrement dans les provinces de Karin et de Trébizonde) ; les conversions forcées au catholicisme et au protestantisme en vue d'obtenir des faveurs matérielles ou la protection des puissances étrangères (dans toute l'Arménie turque) ; les mêmes charges et les mêmes corvées périodiques (1880) ; des centaines de milliers d'exploiteurs — beys, Turcs, Lazes, Kurdes et Karapapakhs — (Arménie et Asie Mineure) : telles sont les grandes « beautés » de la situation préévolutionnaire « bienheureuse », telles sont les manifestations effroyables de cette situation tragique. Et à tout cela s'ajoutait la vie quotidienne du peuple arménien — cette misérable existence de crainte perpétuelle, d'insécurité et de privations sans fin.

Mais cédon's la place à quelques observations générales d'auteurs étrangers.

## II

Mais si le mouvement révolutionnaire ne peut être considéré comme la cause des massacres arméniens, il a peut-être, dans tel ou tel cas, servi d'occasion, de prétexte pour commencer ces massacres. Pourquoi, dès lors, donner une occasion ou un prétexte, peut demander le lecteur, comme le demandent beaucoup — et, qui plus est, sur un ton fort sérieux et pénétré —, jusqu'à certains Européens arméno-philés. Examinons la question de ce point de vue aussi.

Quiconque a l'habitude de généraliser tant soit peu méthodiquement les phénomènes sociaux sait, bien entendu, combien est puissante la loi générale des choses face aux cas particuliers, face aux accidents particuliers. Il sait que les années et les dizaines d'années, qui peuvent compter dans la vie d'un individu, ne sont dans l'histoire que des instants, sur la base desquels il est difficile d'établir quoi que ce soit. Il sait combien est stupide le procédé habituel de la logique de la foule, qui consiste à considérer chaque phénomène comme la somme des impressions immédiates que laisse sur l'observateur tel ou tel accident. Il sait ce que signifie parler d'« occasion » ou de « prétexte » là où il existe des causes intérieures et fondamentales.

C'est ainsi qu'en considérant les accidents historiques de la vie, nous pouvons tenir pour également évidentes les quatre propositions suivantes :

1. Lorsqu'il existe des causes fondamentales pour qu'un phénomène se produise, ce phénomène se développe même sans « occasion ».
2. Lorsqu'il n'existe pas de causes fondamentales, même les pires accidents n'ont pas la signification d'une « occasion ».

3. Lorsqu'il existe des causes fondamentales, une « occasion » ou un « prétexte » commode ne manque jamais.
4. Lorsqu'il existe des causes fondamentales, tous les moyens de lutte contre elles, non seulement ne peuvent être considérés comme nuisibles, mais sont en même temps un contrepoids nécessaire.

C'est en nous fondant sur ces points que nous formulons, nous aussi, notre jugement.

Tout le monde connaît les persécutions furieuses que le gouvernement russe a déchaînées ces dernières années contre les Arméniens. Elles nous sont parfaitement compréhensibles, dans la mesure où l'élément arménien, ces derniers temps, se renforçait économiquement et intellectuellement au Caucase ; et la bureaucratie russe, sans limites, si elle ne comprend pas grand-chose, comprend du moins que le fondement du maintien de sa propre force est la faiblesse de ses sujets. Du même point de vue nous paraissent également clairs les pogromes périodiques des Juifs dans la Russie méridionale et toute une série d'autres phénomènes. Mais nous demandons : qu'est-ce qui a fourni l'« occasion » de tout cela ? Que les Juifs, en tant que collectivité, soient persécutés pour tout, sauf pour des questions politiques, c'est ce que le monde entier sait. Que les Arméniens de Russie se soumettent de la manière la plus docile à tous les ordres du gouvernement, c'est plus certain encore : toutes les perquisitions et arrestations du gouvernement russe, sa surveillance secrète et ses multiples enquêtes n'ont jamais pu découvrir la moindre trace d'une insurrection ou d'une activité secrète contre ce gouvernement. Peut-on, dès lors, parler dans leur cas aussi d'« imprudence », de « provocation », de « défaut de circonspection » ? Et pourtant les Arméniens du Caucase sont persécutés, persécutés sans fin, de la manière la plus impitoyable et la plus inhumaine. Mais imaginez, lecteur, ce qui serait arrivé si l'un d'entre vous, lors de la première fermeture des écoles arméniennes du Caucase, c'est-à-dire en 1885, ne pouvant supporter l'ordre barbare du gouvernement, avait résolu de se faire l'expression de l'indignation

2. Dans quelle mesure sa marche pratique, ou, en d'autres termes, la tactique qu'il a adoptée, était-elle conforme au but dans sa réalisation immédiate.

Commençons par le premier point.

La mentalité étroite, inculte, fanatique et sans bornes de la vie turque, liée à ce sentiment général de haine et de peur perpétuelle qui a toujours joué un rôle dans les relations entre Turcs dominateurs et chrétiens, avait depuis longtemps placé les peuples de la Turquie dans des conditions si anticulturelles que les persécutions les plus sauvages, les exactions sans exemple, la privation totale de droits, l'insécurité complète, la misère et la pauvreté y étaient devenues des phénomènes permanents de leur vie. L'aveuglement des puissances européennes à l'égard de la Turquie décadente complétait la confusion de sa vie intérieure, déjà chaotique et dangereuse — et voilà que pour les chrétiens sujets de la Turquie se créait une situation sous le poids de laquelle ils devaient, de jour en jour, d'heure en heure, succomber toujours davantage : économiquement arriver à la misère, intellectuellement reculer, politiquement devenir les victimes perpétuelles d'un système d'extermination.

Telle était la raison pour laquelle, sous la domination turque, la Grèce, opprimée, s'agitait dès le XVIII<sup>e</sup> siècle ; telle était la raison pour laquelle la Crète, le Liban, la Serbie, le Monténégro, la Roumanie, la Bosnie, l'Herzégovine, la Bulgarie, en luttant, les unes des centaines d'années, les autres moins, prouvèrent en même temps, au prix de leurs innombrables victimes, combien la domination turque était incompatible avec une vie « paisible ». C'est pour la même raison que, dès 1774, le traité de Kutchuk-Kaïnardji, conclu du temps de l'impératrice russe Catherine II, plaça les sujets chrétiens de la Turquie sous la protection du gouvernement russe. C'est pour la même raison qu'en 1815 le gouvernement russe, dans une note, proposait aux puissances européennes de placer sous le patronage général de l'Europe les chrétiens sujets de la Turquie. C'est pour la même raison que l'Angleterre, la France, l'Autriche et la Prusse, par le protocole commun du 9-21 avril 1854, exigeaient «

### III

Nous avons déjà montré les causes fondamentales des calamités arméniennes et le rôle de ce qu'on appelle l'occasion ou le prétexte dans ces calamités. En niant catégoriquement que le mouvement révolutionnaire arménien ait la moindre place dans la série des causes fondamentales de nos malheurs sans exemple, nous avons montré aussi que ce mouvement ne peut être considéré, même comme occasion ou prétexte, que dans une mesure limitée et conditionnelle — tout comme, du reste, tout phénomène, si souhaitable qu'il soit, lié à la question de la libération du peuple arménien opprimé et soutenu par tous.

Ainsi, il apparaît clairement pour nous que tous les reproches qui pèsent aujourd'hui sur le mouvement ou sur les entreprises révolutionnaires, comme cause ou occasion des massacres, ne sont en réalité rien d'autre que les cris confus propres à la logique de la foule, cris qui deviennent inévitables lorsque les gens sont ou bien incapables de saisir toute l'opportunité de ce mouvement, ou bien n'ont aucune idée des conditions nécessaires à son développement. Mille sortes de réserves, d'accords conditionnels, de sympathies ou d'antipathies mêlées de « si » et de « mais » — ce sont là autant d'expressions d'une pensée mesquine, sous lesquelles se cache soit le visage avare et indifférent du contre-révolutionnaire amoureux de la vie douillette, soit l'âme égoïste du petit-bourgeois. Les questions se posent donc ainsi, voyons :

1. Dans quelle mesure le mouvement révolutionnaire arménien était-il inévitable, dans quelle mesure naturel, et en même temps dans quelle mesure souhaitable ; et

générale soulevée à cette occasion parmi les Arméniens de Russie, et avait étendu sur place, au seuil de l'une ou l'autre des écoles arméniennes, le cadavre de l'un des fonctionnaires russes — quelque Kirillov ou Petrov. Pouvez-vous douter un seul instant qu'en ce cas on aurait tenu ce fait de résistance pour la « cause », l'« occasion », le « prétexte » — comme vous voudrez — de toutes les persécutions ? Et qui sait si la logique de la foule se serait contentée de la seule Russie, ou si elle n'aurait pas aussi tenu ce même « terrible » incident pour la cause première de la politique des Lobanov (à l'égard de la question arménienne)... Il en serait allé de même, bien entendu, pour les Juifs, si chez eux aussi quelque trouble à couleur antigouvernementale y avait eu lieu. Voilà donc des exemples vivants de persécutions et de massacres pour lesquels il serait bien vain de chercher une « occasion ».

Mais passons à la Turquie.

Le 11 septembre 1880, les six puissances, dans une note collective, entre autres choses déclarent :

« Les tournures mêmes par lesquelles la Porte croit devoir parler des crimes commis dans les provinces peuplées d'Arméniens prouvent que la Porte ne reconnaît ni l'anarchie qui règne dans ces provinces, ni la gravité de l'état de choses qui, s'il se prolonge, provoquera vraisemblablement l'extermination des chrétiens dans ces vastes contrées. »

L'ethnographe russe Kartsov, dans les Mémoires de la Société géographique russe, rapporte le fait suivant dans un de ses articles intitulé « Les Kurdes » :

« En 1880 eut lieu à Van une assemblée de chefs de tribus kurdes (le conseil principal se tient en réalité à Chamdinan). On dit que les Turcs leur proposèrent secrètement d'anéantir définitivement au Kurdistan (?) les Arméniens qui y restaient encore. Il n'y a rien d'incroyable dans une telle proposition, si l'on considère qu'à

cette époque venait d'être publié l'article 61, qui promettait l'autonomie aux Arméniens. Malgré leur haine et leur mépris envers les Arméniens, les Kurdes n'acceptèrent cependant pas cette proposition, pour la raison, dit-on, que l'un des beys déclara : « Quand nous aurons anéanti les Arméniens, les Turcs se jetteront sur nous. » »

Le fait est parfaitement exact, et, à l'époque, 900 Arméniens de Van protestèrent par une pétition générale contre ce programme du gouvernement. Mais, comme le lecteur le voit par la note collective des six puissances, qui prévoyait l'extermination des Arméniens sans qu'aucune « occasion » fût nécessaire pour cela, et puisque le programme d'extermination des Arméniens et les premières tentatives de sa réalisation eurent lieu à une époque où, à notre connaissance, il n'existait sur la scène aucune organisation révolutionnaire arménienne,

où donc sont restées les « occasions » provocatrices ?...

Passons à la deuxième des quatre propositions exposées plus haut.

Ce n'est un secret pour personne que la population tatare est au Caucase un foyer des pires brigandages ; que les innombrables bandes de brigands tatars forment au Caucase un second gouvernement ; qu'ils ne ménagent jamais les représentants de la police russe, les tuant à droite et à gauche, et qu'ils ont même tenté de mettre la main sur des gouverneurs de district et même de province. On sait aussi que le même gouvernement russe aime les Tatars plus que tous les autres peuples du Caucase. N'est-ce pas étonnant ? Les Tatars mettent le pays dans le chaos, tuent les petits et les grands fonctionnaires qui leur tombent sous la main, trouvent partout chez leurs compatriotes asile et protection, tuent même parfois les gouverneurs, et pourtant les Russes nourrissent aujourd'hui pour les Tatars une sympathie toute particulière... au lieu de les massacrer, comme l'exigerait la conception habituelle du monde de la foule. Le même phénomène se produit en Turquie à l'égard des Kurdes. Depuis longtemps et en beaucoup d'endroits, les

civilisé s'exprime par une action intelligente et résolue. C'est en plaçant mon espoir dans une telle action que je publie ce petit livre, qui autrement — comme toute l'agitation menée en faveur des victimes de la tyrannie turque — ne ferait qu'aggraver l'oppression. »

Il n'est pas besoin, bien entendu, de dire ici combien la publication du livre de Greene était, pour « l'action intelligente et résolue », une circonstance plus importante que ne pouvait l'être la bombe du révolutionnaire arménien, par laquelle celui-ci tonnait au cœur de la Turquie les faits déjà accomplis : le livre a été publié, la bombe a éclaté aussi — l'un et l'autre « plaçant leur espoir dans l'action intelligente et résolue du monde civilisé »... Il n'est pas besoin non plus d'examiner dans quelle mesure Dillon a raison de trouver « nuisibles » les démarches de l'intervention anglaise. Ce qui nous importe, c'est qu'en suivant ces auteurs nous devrions tenir pour de grandes « occasions » d'irriter le sultan aussi le programme des réformes, les démarches des ambassadeurs, les interpellations parlementaires, la commission d'enquête de Sassoun, tous les meetings de sympathie consacrés à la cause arménienne, les publications, etc. Peut-être en est-il ainsi — nous ne le savons pas ; mais le fait est que nous n'avons pas encore rencontré un seul Arménien qui ne désirât voir la question arménienne toujours portée devant l'Europe ; nous n'avons encore entendu aucune voix s'élever contre une seule des démarches, faisant écho à la situation de notre malheureux peuple, que les étrangers ont accomplies de façon désintéressée. Et quelle bouche s'ouvrirait pour une telle condamnation ? Voyez-vous cependant qu'à en juger par l'opinion d'auteurs fort respectables, tout cela pouvait tout aussi bien servir d'« occasion »... Oui, lecteur, lorsqu'il existe des causes fondamentales, chaque phénomène lié à la question peut être considéré en lui-même comme une « occasion » ou un « prétexte », et cela ne diminue en rien la signification du phénomène.

Ce n'est pas seulement notre point de vue, c'est une vérité historique.

éprouvait des sympathies. Les massacres furent exécutés selon un mémorandum dans lequel les lieux, les jours, la nationalité des victimes et jusqu'au nombre des tués et à la durée du pillage avaient été prévus. »

Le même auteur, ailleurs :

« Un haut fonctionnaire turc, parlant de la question arménienne, exprima l'opinion suivante : ne vous laissez pas tromper par ces télégrammes insensés du gouvernement, par lesquels il cherche à rejeter sur les Arméniens la faute des massacres ; le gouvernement avait un plan prémédité pour punir les Arméniens. Le sultan était irrité d'être contraint de donner des réformes, et c'est pourquoi, après la signature du programme des réformes, il donna l'ordre de massacrer les Arméniens, pour montrer sa puissance. »

Écoutons aussi Dillon :

« Un observateur impartial, qui connaît la Turquie et la situation effroyable de ses habitants..., devrait affirmer hardiment que les manifestations de sympathie dans les assemblées européennes, suivies d'une inaction complète, non seulement ne sont d'aucun secours réel, mais sont positivement nuisibles... N'eût-il pas mieux valu que nous gardions tous le silence au sujet des massacres de Sassoun et que nous fermions les yeux devant ces horreurs mortelles, plutôt que d'irriter le Turc (par l'envoi de la commission d'enquête) et de lui laisser ensuite toute liberté de déchaîner sa rage sur la tête des chrétiens ?... »

Voici encore ce que dit Laurie, dans la préface du livre du missionnaire américain Greene :

« J'ai la conviction que de tels changements (la réforme de la Turquie) peuvent être obtenus aujourd'hui, si l'intérêt déjà éveillé dans le monde

tribus kurdes hostiles ont pris une position indépendante contre le gouvernement turc ; mais depuis le jour où ce dernier s'est convaincu que la race kurde, dans son état actuel et par ses propres forces, est incapable de reconstituer le « Kurdistan », non seulement il ne persécute plus les Kurdes, mais, au contraire, il fonde sur eux sa force en cas de besoin. Quelle conclusion pouvons-nous tirer de ces phénomènes ? — Que, tant que les Tatars et les Kurdes se trouvent au Caucase et en Turquie dans leur état actuel d'inculture économique et de complète ignorance, leurs brigandages restent et resteront encore longtemps des « occasions » inoffensives...

Lord Stratford de Redcliffe, qui passe pour l'un des meilleurs amis de la Turquie, dit dans son ouvrage intitulé *La question d'Orient* :

« La Turquie est faible, fanatique et mal gouvernée... La question d'Orient est un fait, une réalité qui se prolonge sans fin... C'est un volcan dont les éruptions se répètent souvent, mais les occasions de ces éruptions sont insignifiantes, et leur effet dévastateur... Le massacre qui eut lieu en Syrie en 1860 n'était-il pas inattendu pour nous ?... Avons-nous vraiment une garantie solide que ne se répéteront pas les mêmes horreurs, la même impuissance et les mêmes événements ?... L'état actuel de l'Empire turc est déterminé par son cours naturel, qui le mène à une impuissance complète... Nous ne savons pas si, tôt ou tard, de nouveaux massacres ou de nouveaux troubles ne naîtront pas de nouveau parmi les nations. »

« Les éruptions se répètent souvent », « les occasions sont insignifiantes », « les événements sont imprévus », dit Stratford, et il passe ; car tout cela découle du « cours naturel » de l'état de la Turquie ; car, lorsqu'il existe dans la vie d'un État certaines conditions fondamentales, celles-ci doivent inévitablement, aujourd'hui ou demain, produire aussi leurs conséquences fatales, avec toutes les

« occasions-prétextes » nécessaires et non nécessaires, précises et imprécises.

Et en effet. Nous avons déjà vu que le sultan Abdul-Hamid travaillait à réaliser son programme anti-arménien dès 1880, alors que, de toute évidence, aucune « occasion » n'avait été donnée par les Arméniens. Mais, même si nous ne le savions pas, les « occasions-prétextes » auraient-elles jamais manqué au gouvernement turc ?

En mai 1880, le consul Everett rapportait au gouvernement anglais :

« Si, il y a un an (1879), il n'y avait de sécurité ni pour la vie ni pour les biens, il y en a maintenant encore moins. Si auparavant la justice était rare, maintenant il n'en reste plus trace, et les crimes, la corruption et les violences se sont accrus... Toute la population est dans un état de complet désespoir, et maintenant, plus souvent qu'auparavant, des faits insignifiants provoquent de l'agitation et des troubles locaux, même sans entente mutuelle particulière ni préméditation de la part des pauvres raïas, qui supportaient patiemment l'oppression d'une tyrannie séculaire. »

Nous prions le lecteur de prêter attention à ces « troubles et agitations locales survenus sans entente mutuelle ni préméditation » dès 1880. Nous lui conseillons de prendre connaissance d'un rapport du consul Clayton, où celui-ci décrit l'un de ces troubles nés des exactions des zaptiés (Livre bleu, 1881); nous lui rappelons qu'en Turquie il n'est pas besoin de chercher avec des lanternes les « faits insignifiants » ; nous lui proposons de se souvenir de la pétition de Van de 1880; nous le prions de tenir compte de ce que le peuple arménien n'était pas assez abruti pour supporter toujours en silence tout le poids de sa situation accablante — et, après tout cela, nous répétons notre question : les « occasions » auraient-elles manqué en Arménie aux persécutions arméniennes, si l'activité des organisations révolutionnaires n'avait pas existé ?

Enfin, à ceux qui cherchent à tout prix des « occasions » aux calamités arméniennes sans exemple, nous proposons de s'arrêter un peu aussi sur une autre série de phénomènes, qui pourraient être considérés comme des « occasions » encore plus grandes, plus significatives que les faibles manifestations du peuple arménien.

Ainsi, tous les auteurs qui s'occupent de la question arménienne affirment que le gouvernement turc savait fort bien que le peuple arménien n'avait pour une insurrection « ni argent ni armes », et que, pour cette raison, il n'a jamais craint les tentatives révolutionnaires des Arméniens. La question arménienne était dangereuse pour la Turquie — disent les mêmes auteurs — en ce sens qu'elle était liée à l'intervention européenne, circonstance qui produit toujours un effet terrible sur les Turcs. Si nous admettons un instant ce point de vue, nous devons admettre aussi que les entreprises révolutionnaires arméniennes ne peuvent se comparer, par leur influence provocatrice, ni à l'idée d'une démonstration navale née en Angleterre en 1879, ni aux exigences maintes fois répétées des grandes puissances, ni à la commission d'enquête de Sassoun, ni au programme des réformes, ni même à la langue foudroyante du Grand Vieillard, dont le sultan Hamid avait éprouvé la force dès 1876.

Voici ce que disent quelques auteurs au sujet des phénomènes de ce genre. Nous lisons dans le livre du docteur Lepsius :

« Ce programme d'extermination de la nation arménienne était préparé depuis des années déjà. Et les agents désignés pour exécuter cette œuvre d'extermination travaillaient dans le plus profond silence, lorsque l'exigence diplomatique d'introduire des réformes en Arménie contraignit la Porte à précipiter ce mouvement. Elle résolut alors, pour échapper au danger de soulever contre elle l'Europe entière, d'anéantir d'un seul coup la nation arménienne et d'en finir avec cette chrétienté pour laquelle l'Europe insouciant

Christapor Mikaelian  
Pensées révolutionnaires  
1899-1903

extrait et traduit automatiquement le 22 septembre 2026  
du site de la Fédération révolutionnaire arménienne  
Recueil d'articles de Mikaelian publiés entre 1899 et 1903  
dans *Droshak* ; ils sont édités et publiés par le compagnon  
Pierre Quillard, qui fait une note biographique de  
Mikaelian reprenant celle faite dans *Pro Armenia* après sa  
mort.

**[bibliotheque-anarchiste.com](http://bibliotheque-anarchiste.com)**

du peuple, que l'influence que sème partout le premier sang versé par le révolutionnaire ? Quels hommes, quels prédicateurs ou quelles prédications auraient pu, de Constantinople jusqu'à Van, de la Russie jusqu'à l'Amérique, faire battre d'un même élan le cœur de toute l'Arménité, et poser si nettement devant tous nos idéaux nationaux communs, que ne le faisaient les entreprises révolutionnaires ? Quelle plume, quel orateur, quel rhéteur aurait pu, sur la question des revendications arméniennes, produire dans les publications étrangères autant d'écrits, autant d'impressions, autant de pensées, autant d'articles, que n'en a fait naître, par ce qui a été écrit, imprimé, ressenti, l'interprète de la situation déplorable, anormale, infernale du peuple arménien — enfin la bombe révolutionnaire ? Où donc, hors du feu des combats des groupes armés et des partisans, hors de ces écoles militaires où l'Arménien devait apprendre l'œuvre de la guerre, pouvait-on « préparer » ou « organiser » les soldats révolutionnaires ?

Il n'est pas difficile, bien sûr, d'entrer tout entier dans ces raisonnements de cabinet et de décrire, avant de pouvoir mettre en œuvre les « bonnes » préparations, un chemin fantastique, pavé de victoires imaginaires, puis de faire de ces lamentations l'arme de toute l'âme contre les hommes dévoués à l'œuvre de la préparation. Mais « le superlatif est le cachet des sots » — a dit depuis longtemps Montesquieu, et qu'on nous permette, sans doute, n'étant pas plus sages que Montesquieu, d'être d'accord avec lui. Nous comprenons enfin que c'est une folie d'exiger des hommes une chose qu'il est impossible de réaliser. Comment « préparer » les hommes dans le cours de la lutte ? Faut-il ou non que les hommes se rencontrent, se voient, parlent, se réunissent, correspondent avec les absents et avec les autres ? Faut-il que les armes puissent se transporter, se vendre, s'acheter, se garder,

se changer ? Faut-il que les hommes connaissent les armes et leur usage, oui ou non ? Essayez seulement de passer des paroles vides à l'œuvre vivante ; essayez seulement pendant un temps très court — oui, même le plus court — de vous occuper de « préparation », et vous verrez que l'ennemi vous en empêchera en tout. L'ennemi n'est ni aveugle, ni plus mal organisé que vous. Ses chaînes, ses lois restrictives, ses fonctionnaires officiels sont là pour se dresser contre votre œuvre, et aujourd'hui ne sera pas le jour où vous le trouverez sur votre route. Voilà pourquoi ceux qui prêchent la « paix » sont en grande partie des hommes qui n'ont aucun rapport avec la révolution active. Voilà pourquoi ceux qui prêchent une « préparation » sans lutte sont les mêmes qui, habitués à la « civilisation », répètent les chants appris par cœur, en temps voulu, et que l'on nomme aussi prédicateurs de la « patience », de la « persévérance » ou de la « révolution légale ». Un ennemi qui possède une organisation militaire sur tout son territoire et qui est capable de mener avec lui des guerres régulières — ce n'est pas une chose facile que de triompher de ses adversaires, pour que l'ennemi laisse longtemps en paix une organisation qui exigerait une force capable de le contrebalancer, afin de vaincre dans le pays. Dans ces conditions, vous ne pouvez pas avoir de succès et, à la longue, si vous vouliez jouer systématiquement à l'ennemi, vous tromperiez seulement vos amis et vos camarades qui, se fiant à vous, croiraient que vous pouvez vaincre et que vous devez jouer contre l'ennemi un jeu tel qu'il ne puisse que se jouer de vous — rien de plus.

Ces relations réciproques sont, bien entendu, toujours propres aux « salons » qui plaisent aux sophistes et à leurs amis, et nous n'avons rien à dire contre cela ; mais, pour comprendre enfin la valeur réelle de ces « salons », nous laisserons un instant de côté notre œuvre et placerons notre regard sur le point de vue des « critiques ». Conformément à la loi logique et sociologique, supposons un instant que nous avons préparé le moment qui devait venir. Supposons — ne fût-ce qu'une grande concession scientifique — que les révolutionnaires, au moment de l'action,

aient eu à leur disposition un peuple déjà organisé dans une mesure suffisante. Serions-nous alors assurés de notre œuvre de libération? Où est ce minimum (le plus petit degré) de forces qu'exige le début de l'œuvre? Lors de la dernière guerre gréco-turque, la Grèce, pays indépendant, avec ses ministres, ses conseils militaires, ses propres armées nationales sur son propre sol, organisées depuis 60 à 70 ans, put mettre sur pied sa force libre de cent mille hommes contre la Turquie, et fut vaincue. Ne pourrait-il pas nous arriver à nous aussi une telle catastrophe, même si nous étions sortis sur le champ de bataille avec de « grandes préparations »? On peut nous dire, bien entendu, que le révolutionnaire animé d'une idée est plus fort que le soldat officiel qui se bat pour l'ordre, et c'est ce que prouvent, dans une certaine mesure, les exemples de l'histoire. Considérons donc d'autres exemples. Les Bulgares se soulevèrent en 1828, 1837, 1841, 1862, 1867, 1868, 1872 et 1876, et furent libérés en 1878 : leur mouvement dura 50 ans, avec 44 années de lutte ininterrompue. Les Grecs se soulevèrent en 1770, 1798, 1801, 1812, 1820-1829, et obtinrent l'indépendance en 1829-1830, c'est-à-dire après 60 ans, ayant souvent subi des massacres effroyables et la ruine complète de la Morée et de tout le Péloponnèse. Est-ce que les Bulgares et les Grecs sont toujours sortis au combat « préparés » depuis des dizaines d'années n'ont connu que des défaites de rébellion? L'île de Crète, aujourd'hui libre, qui commença sa lutte en même temps que la Grèce, s'est révoltée plus de dix fois, défendant sa patrie pendant 128 années entières. Les Serbes ont combattu 40 ans et, avant leur libération, ont subi bien des défaites. Le mouvement roumain, lui aussi sanglant, a duré pas moins de 100 ans. La Bosnie-Herzégovine a combattu de 1830 à 1870. L'Irlande, depuis 600 ans, ne cesse de verser pour ses aspirations à la liberté ses millions de victimes. Plus près de nous, Cuba l'insoumise, rien que dans notre siècle, a connu trois insurrections, et dans la dernière seulement elle a donné 200 000 victimes. La révolution italienne exigea 60 ans pour sa victoire. Nous demandons : tous ces peuples sont-ils donc sortis « non préparés » sur la scène

de l'histoire, pour n'avoir pu d'un seul coup conquérir leur liberté?...

Le lecteur voit donc que les exigences de la préparation « sérieuse » — si justes qu'elles soient en elles-mêmes — qu'avancent contre nos sages et nos écrivains arméniens, sont en réalité dépourvues de tout fondement sérieux, et ne peuvent se comprendre que si l'« on voulait que la lutte révolutionnaire fût victorieuse d'un seul coup ». Mais lorsque les phénomènes historiques doivent être examinés dans des conditions liées au temps et au lieu, peut-on, de ce point de vue, parler de ces calculs imaginaires? Figurez-vous un instant que nous ayons été assez heureux pour que, grâce aux seules actions révolutionnaires, nous soyons sortis victorieux aujourd'hui ou demain : ne pourrait-on pas, même alors, profitant de la moindre « faute », reprocher aux révolutionnaires que, grâce à leur « défaut de préparation », la cause a été perdue, que les « mauvaises décisions » ont mis en œuvre inutilement les meilleures forces et gaspillé les moyens sans aucun « profit »? Supposons, en outre, que les révolutionnaires aient réussi, par tel ou tel changement, à apporter en Arménie quelques améliorations : ne serait-il pas facile, là aussi, de leur reprocher d'avoir mené l'œuvre, grâce à leur « défaut de préparation », de telle façon qu'avec moins de victimes ils auraient obtenu de plus grands changements? Ne pourrait-on pas, avec la même « absence de préparation », l'« imprudence » et le « manque de sens politique », aller jusqu'à exiger qu'avec des victimes insignifiantes, par la seule voie des jeux politiques et de la grande diplomatie, ils fissent aussitôt avancer l'œuvre de l'intervention et assurassent la solution de la question arménienne selon le désir européen? Et c'est ainsi qu'aboutirait enfin le chant de Kamar Katiba, « Le chant de l'Arménien » :

« Ah, comme je voudrais voir ma nation  
Libre, puissante, instruite, riche,  
Toutes les maisons arméniennes pleines de joie...  
Pourvu seulement qu'il n'en coûte pas une seule  
victime de moi...

géographiques qui nous séparent les uns des autres et qui ne sont pas des murailles éternelles, mais souvent fort éphémères. Aucune violence, aucune persécution, aucune frontière ne peut diviser un peuple s'il est pénétré de la conscience des besoins communs, s'il a aussi la résolution inébranlable de lutter et s'il est uni par le lien sacré et solide des idées et des sentiments.

Solidarité face aux tyrans, à leur entourage, à tous leurs bourreaux complices et aux satrapes sans honneur...

Résolution pleine de foi en soi, pénétrée de la conscience des besoins communs...

Un seul but, un seul tout pour la lutte révolutionnaire sans pitié.

1903.

« Si les ministres et le gouvernement ottoman savaient ce qu'est leur devoir, — s'écrie le journal, puis il continue — le sang aurait-il coulé à Sasoun cette fois encore, alors que nos soldats n'ont montré aucune faiblesse dans la défense de leur patrie ? Si les Européens voulaient comprendre ces paroles, qui oserait accuser la Turquie de massacres ? »

Ah, comme je voudrais voir l'Arménie  
Un jour libérée du joug de l'ennemi,  
La terre arménienne — bien arménien...  
Pourvu seulement que je n'y perde pas mon côté  
(?) »...

Mais — heureusement ou malheureusement — ce ne sont pas les désirs qui donnent leur cours à la vie. Le Russe dit, par un proverbe, que « le chemin de l'enfer aussi est pavé de bonnes intentions », mais nous savons aussi que ce chemin n'est pas agréable pour les hommes. Cependant, lecteur, ne nous étonnons pas et ne nous irritons pas. C'est la voie commune de tous les mouvements de la pensée révolutionnaire — voie qui, en proportion de sa force, rencontre toujours des obstacles, surtout à ses premières étapes. C'est un phénomène général tracé dans toute l'histoire humaine, que connaissent les sociologues de toutes les tendances.

« Dans les sociétés les plus développées — dit, par exemple, Worms dans son ouvrage *Organisme et Société* — les révolutions sanglantes, même lorsqu'elles sont nées uniquement de malheurs publics sous l'influence du sentiment national, heurtent souvent les habitudes les plus paisibles de leur temps, souvent les plus barbares. »

En d'autres termes, et pour l'adapter à notre sujet, cela signifie qu'en période de malheur national général, de pertes humaines, les pensées humaines se lient aussi directement aux idées de victoire. C'est pourquoi il est compréhensible que les « sages » d'aujourd'hui n'auraient pas été si nombreux, et que ces « Hamlets » n'auraient pas trouvé autant d'échos, si, aux jours de la victoire, les vagues du courant général les avaient portées aussi haut qu'aujourd'hui, en ces jours de défaite, elles portent leurs plaintes contre les révolutionnaires. Ceux-là mêmes qui, aujourd'hui, du haut de leurs tribunes, lancent à l'aise leurs accusations, se seraient alors rangés parmi les partisans

les plus zélés des révolutionnaires, glorifiant et vantant devant le monde entier des entreprises révolutionnaires de toute sorte, qui auraient été jugées opportunes et qui, même sans leur participation, n'en auraient pas moins apporté la victoire. Mais aujourd'hui, avec leur logique particulière de « lâches » et de « tartuffes », ils vont grossir les rangs des « critiques » — jusqu'au jour où, demain, quand la roue de l'histoire aura, d'une manière ou d'une autre, tourné en faveur de l'Arménité, ils se hâteront de nouveau, avec un zèle tout neuf, de s'attribuer les lauriers des révolutionnaires les plus héroïques, oubliant même qu'au moment où la roue de l'histoire tournait, ils répandaient à pleines mains, par leurs « critiques », la boue et les pierres...

Résumons nos opinions.

Dire que les révolutionnaires, avant de recourir à des pas pratiques, doivent d'abord bien « organiser » — c'est la même chose que de dire que l'œuvre doit être bien faite. Il est clair que de tels « conseils » ne peuvent avoir de valeur pour personne. Faire bien l'œuvre — tout révolutionnaire le veut déjà ; mais comment faire pour que l'œuvre soit bonne, ou comment il faut la faire pour que nous soyons bien organisés — voilà toute la question, devant laquelle se taisent, sont impuissants et se révèlent vides les salons de nos « sophistes-écrivains » et les voix plaintives et vaines de nos « critiques ».

La « préparation » ou l'« organisation » n'est pas dans la direction de notre mouvement, car, en réalité, lorsque dans la réussite révolutionnaire (ou dans une entreprise révolutionnaire) quelque chose s'accomplit ou peut s'accomplir, cela signifie déjà par soi-même que l'« heure » est venue (c'est-à-dire l'heure de l'action), mais dans la persévérance de la lutte. Notre cause a depuis longtemps pris, pour nous Arméniens, la signification d'une plaie effroyable. Grâce à la corruption complète du gouvernement turc, elle a pris la même signification de plaie pour la Turquie elle-même. Et nous et la Turquie avons choisi contre cette plaie des moyens chirurgicaux : nous avons recouru à la révolution, la Turquie — au moyen de nous exterminer. Il ne nous reste

tyrans, il faut : a) une conscience claire de la situation générale et des exigences ; b) une résolution inflexible de ne reculer devant aucun sacrifice ; et c) l'union, la solidarité des éléments appelés à lutter.

Considérant la vie arménienne en général, on peut admettre que, de ces conditions, la conscience du péril imminent s'éveille chaque jour davantage et plus largement. Le peuple arménien, dans ses couches principales et les plus larges, voit déjà aujourd'hui, par les leçons de chaque jour, combien Hamid et Nicolas, le Kurde et le Cosaque, se valent, et que l'un a pour armes la cruauté et la soif de sang, l'autre la ruse et l'hypocrisie.

La résolution de la lutte, nous l'avons elle aussi manifestée. Le sang versé à Constantinople, à Sassoun, à Van, à Zeïtoun et en de nombreux autres lieux de l'Arménie turque a reçu sa consécration à Guendzak (Gandja). À Tiflis, à Bakou et en d'autres endroits sont tombés les premiers martyrs des droits du peuple arménien.

Le principe de solidarité s'est déjà imposé avec cette réalité par laquelle l'Arménien de Russie suivait la cause arméno-turque ; et aujourd'hui il trouve une nouvelle expression dans ces cercles par lesquels le clergé, le peuple et d'autres forces de la Turquie arménienne unissent leur voix à la lutte de l'Arménien de Russie contre le gouvernement russe.

Cependant, tous ces phénomènes constituent encore seulement un germe des exigences nécessaires. Jusqu'à présent, ni la préparation au sacrifice, pleine de foi en soi, n'a embrassé toutes les classes de la nation, ni le principe de solidarité et d'union n'est devenu une exigence vivante, devenue chair et sang, dans l'élément arménien persécuté. Le temps est enfin venu où, face à la situation mortelle présente, lorsque, à côté des massacres arméno-turcs, nous trouvons aussi le début des massacres arméno-caucasiens, s'effacent les querelles de parti mesquines, et que la nécessité de nous mêler, de nous unir, de former un seul tout, devienne l'exigence de notre âme, le mot d'ordre général. Il faut effacer sur les cartes ces frontières tracées par la volonté des tyrans, il faut effacer ces couleurs

de se prosterner sous la cravache, de fuir les armes, de mesurer chaque pas pour ne pas éveiller les soupçons des tchinovniks de toute espèce. La force de la justice n'est pas ce qui assure les droits humains ; c'est la lutte — c'est inévitable. « Sans lutte, il n'y a pas de droit, de même que sans travail il n'y a pas de propriété. Autant il est vrai de dire : « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front », autant il est vrai de dire : « C'est dans la lutte seulement que tu trouveras ton droit »... La justice tient d'une main la balance, de l'autre l'épée. Avec la balance elle pèse le droit, avec l'épée elle le défend et l'établit. L'épée sans la balance est la violence brutale, la balance sans l'épée est l'impuissance du droit » — ainsi raisonne l'Allemand Ihering, l'un des jurisconsultes les plus célèbres d'Europe.

Il faut être aveugle pour ne pas comprendre la vérité contenue dans ces paroles. Mais si le droit exige la lutte pour sa défense, la lutte elle-même doit avoir pour son succès la force. C'est la force qui gouverne le monde, et nous obtiendrons nos droits lorsque nous aurons la force. Qui donc aurait considéré le misérable personnage qu'est aujourd'hui le tsar russe Nicolas II digne de la plus simple fonction de fonctionnaire, s'il n'avait pas été le fils d'Alexandre III ? Qui aurait laissé un aventurier comme Galitzine devenir même simple gardien de sa maison, s'il n'avait pas été porté au pouvoir dans le fumier aristocratique de l'empire russe ? Mais voici que cette bande de ces idiots dégénérés, de ces sauvages inutiles, reposant sur les armes de quelques bataillons et sur l'ignorance des peuples asservis, tient sous sa domination des milliards d'hommes et dispose d'eux comme elle l'entend. Il en est de même en Turquie, où ce monstre qu'on appelle Abdul-Hamid, s'il était né dans une famille ordinaire, aurait été depuis longtemps pendu comme un vulgaire criminel. Il en est de même dans les autres pays monarchiques ou demi-monarchiques.

Il est vrai qu'il faut que les meilleurs éléments d'une société humaine, pour rester de côté et ne pas être privés de leur rôle, ne soient pas nombreux ; mais ce n'est pas suffisant. Pour créer une force opposée à la force organisée des

donc que l'une des deux voies : ou bien enterrer de nos propres mains notre cause, ou bien poursuivre notre lutte avec persévérance, en passant par le même cycle de défaites, de pertes officielles et de victimes sanglantes que nous avons traversé jusqu'ici contre les Turcs, jusqu'à ce que la plaie devienne une plaie aussi pour les nations et les puissances qui ont un lien avec la Turquie et avec notre cause. Le jour où celles-ci se convaincront qu'il faut recourir contre cette plaie à des moyens chirurgicaux, ce jour-là notre cause sera assurée, ce jour-là sera le jour de notre victoire.

N'oublions pas que notre passé proche — si lourd qu'il soit pour nous, contemporains — doit être considéré dans l'histoire comme une période très insignifiante, au cours de laquelle il serait bien difficile de tirer de lui une quelconque conclusion définitive. Une race faible, désarmée, dispersée, pauvre, animée d'instincts non militaires et soumis, ce n'est pas un phénomène tel qu'un mouvement social et libérateur puisse amener ses premiers pas à une telle victoire que ce soit un coup décisif. Une telle victoire, comme nous l'avons vu plus haut, même des nations placées dans des conditions plus favorables que nous n'ont pu l'obtenir, et elles ont exigé pour cela une durée de cent ans de lutte révolutionnaire.

Oui, les pertes passées nous déchirent et nous brûlent le cœur, mais n'imitons pas ce blessé de Tolstoï qui, au lieu de se laisser soigner par le chirurgien, s'efforce de gratter ses plaies pour les aviver, et tourne ainsi contre lui-même la main de celui qui vient le panser... Il est hors de doute qu'une telle conduite ne nous mènerait qu'à une perte inévitable, alors que notre lutte peut encore beaucoup nous apporter. Et qui sait par quelles couleurs seront éclairées nos pertes d'aujourd'hui, lorsque, dans 50 à 100 ans, elles seront reliées avec cohérence aux phénomènes qui auront eu lieu dans notre vie ? Quelle nation, autrefois esclave et aujourd'hui libre, n'a pas oublié les pertes précieuses qu'elle a subies ? Laquelle, en vérité, échangerait aujourd'hui sa liberté contre sa situation passée, avec une vie telle qu'aucune victime ne soit consentie ? « Il n'est pas pour l'huma-

nité de spectacle plus beau que la résurrection d'une nation opprimée » — a été forcé de s'exclamer même un homme tel que Disraeli.

En avant donc — souvent et longtemps, même si nous ne voyons parfois pas la route large de notre salut — voici la lutte, qui seule, par la persévérance, doit s'élargir et s'étendre, et c'est vers notre but que mène l'unique chemin. Ne nous écartons pas de ce chemin, car c'est l'unique chemin qu'ait établi dans l'histoire la loi puissante de l'enchaînement des causes et des effets, un chemin semé des fleurs éclatantes de l'espérance...

1900.

aujourd'hui, sentent et pensent de la même façon ; ils expriment les mêmes exigences, établissent les mêmes programmes : résistance jusqu'au bout, défense de soi, etc. Dans les montagnes et les hauts plateaux le peuple s'arme. En un seul endroit, on a vu venir de la ville 200 à 300 jeunes gens, avec des voitures, armés, qui attendaient l'ordre pour aller défendre l'Église-mère. Voilà comment Etchmiadzine est gardée par des troupes.

« Vous avez entendu parler de l'événement d'Ach-tarak, mais vous n'avez pas entendu comment, lorsque le chef de district de Vagharchapat ordonna aux cosaques de chasser le peuple à coups de fouet, les villageois d'Ochakan se ruèrent vers le village, des pierres pleuvaient sur les cosaques et sur le chef de district, des haies des jardins et des toits des maisons, et le chef de district fut contraint de s'en retourner avec ses cosaques.

« Il n'est plus possible d'arrêter l'indignation générale, pas plus qu'il n'est possible d'arrêter l'avalanche qui descend du Massis. »

Tragique état d'esprit, amassé au fond du cœur, d'un peuple offensé : où étais-tu jusqu'à présent?... Si, au moment de la confiscation des écoles, tu étais apparu, fût-ce dans une moindre mesure, les Galitzine sans foi, les Plehve bourreaux et les Nicolas impuissants ne trouveraient pas aujourd'hui le chemin si ouvert vers les biens de notre Église, comme ce phénomène le montre maintenant.

Mais le passé est passé, et il faut en même temps saluer cet élan salulaire qui s'est enfin emparé de la société et du peuple arménien du Caucase. Nous ne sommes pas pessimistes, et nous pensons que ce fait, sanctifié une fois par le sang, aura ses conséquences importantes et que désormais doivent passer sans retour les temps de l'aisance oisive du mouvement révolutionnaire arménien. Assez désormais de discours sur la légalité, la patience et les « prudences » de toute sorte. Assez désormais de trembler devant les fouets,

vain ont été tant de fois exprimés les « fidélité », « soumission », « obéissance sincère » et tous les « compliments » que l'Arménien du Caucase adressait au gouvernement russe. En vain nous entendions quelquefois notre bourgeoisie à l'esprit étroit et sa sottise intelligente de nouvelle génération — ces imbéciles qui sont prêts, pour s'attirer les faveurs du gouvernement, à livrer le peuple arménien comme un troupeau d'esclaves serviles ou d'indifférents vulgaires. En vain encore l'Arménien du Caucase suivait ses propres traditions — cette éternelle faiblesse historique, qui, pendue au cou du peuple, s'agenouillait à Etchmiadzine, dans les séminaires, dans les cours d'État et ailleurs pour exécuter les ordres des procureurs, des gouverneurs et des sous-policiers. En vain encore — nourris, comme nous le sommes souvent nous autres Arméniens, des soucis prosaïques de la vie — s'éteignent en nous toutes les hautes exigences de la dignité, de l'honneur, de la liberté, les plus beaux sentiments de la lutte.

Oui, en vain, tout en vain, toutes ces supplications, cette politique ennuyeuse de la « prudence », fondée sur la seule « sécurité » ignoble et privée de sens, cette tactique de la faiblesse qui ne vise qu'à sauvegarder les « bourses » impersonnelles et étrangères à toute conception nationale.

Les « Lettres du Caucase » publiées dans le présent numéro de *Drochak*<sup>1</sup> et une série de correspondances donnent une idée des manifestations antigouvernementales qui ont déjà eu lieu et de la disposition à la résistance qui se manifeste parmi les Arméniens du Caucase. Pour compléter le tableau, nous citons ici quelques lignes d'une lettre d'un de nos camarades :

« Le phénomène le plus remarquable dans la question de la confiscation de ces biens est le soulèvement et l'élan du peuple, du plus petit au plus grand. Le peuple arménien s'est électrisé d'un seul coup, d'un seul sentiment — la résolution de résister, de verser le sang. Le village, la ville, toutes les couches, toutes les classes, au-

## Le mal punitif

---

1. *Drochak*, 1903, août.

« Voici le dernier mot de la sagesse : celui-là seul est digne de la liberté et de la vie, qui chaque jour doit les conquérir. »

GOETHE (*Faust*)

I

Nous avons été faibles au cours de la marche révolutionnaire, et nous le sommes encore maintenant. Des Arméniens de toutes sortes et de tendances diverses, tout en reconnaissant ce même fait, en donnent des explications différentes.

Dans les articles intitulés « La logique de la foule », nous avons déjà parlé de ces explications. Dans ces mêmes articles, nous avons montré aussi deux sortes de causes qui peuvent éclairer dans une certaine mesure notre faiblesse actuelle.

Mais, en dehors de ces deux conditions, il existe aussi d'autres causes dont il faut tenir compte pour mieux éclairer la question. Nous nous arrêterons maintenant tout particulièrement sur l'une d'elles : c'est la question du milieu, grâce auquel tout courant revêt toujours, dans ses manifestations, telle ou telle force, telle ou telle couleur. Les lois générales humaines ne peuvent expliquer tous les phénomènes qui ont eu lieu ou n'ont malheureusement pas eu lieu dans notre mouvement. Pour atteindre ce but, nous devons considérer aussi la psychologie arménienne, le caractère arménien, dans les conditions desquels devait se développer notre mouvement.

Il n'est pas dans l'histoire humaine d'époque qui n'ait été préparée par l'époque ou les époques précédentes. Bonne ou mauvaise, une époque donnée, et surtout lorsqu'elles apparaissent aux yeux sous leurs grands traits, ont nécessairement leurs racines dans le passé précédent ; et de même que le bien doit être considéré comme l'héritage fécond d'un passé méritant, de même le mal doit être considéré comme l'héritage naturel d'un passé coupable. Ainsi, par exemple, la liberté des citoyens, le suffrage universel, l'égalité générale devant la loi, la diffusion des sciences et bien

En 1825, l'« héritier du trône » de l'époque, le célèbre connaisseur de l'Orient Griboïedov, écrivait dans une lettre adressée de Théodosie à son ami Begitchev : « Les Génois et les Tatars sont passés d'ici ; puis nous (les Russes) — héritiers universels — sommes venus, et avec nous aussi l'esprit de destruction, notre coutume en Orient comme en Occident. »

Et, depuis, marchant toujours fidèlement dans son esprit de destruction, la Russie offre aujourd'hui, comme par le passé, une vaste arène de persécution universelle, de destruction universelle et de violences. Il n'est pas resté en Russie de nation qui n'ait été écrasée, de peuple qui n'ait été opprimé, de parole, de pensée, de droit, de loi — même octroyés par les tsars — qui n'aient été foulés aux pieds. Une vaste scène de dominateurs et d'esclaves, de rustres et d'éclairés, de juges et de jugés, parcourue d'un sentiment réciproque de haine et de mépris. La Russie rivalise avec la Turquie, dans tous les domaines de la vie de l'État, aussi bien dans l'œuvre de destruction que dans celle de l'administration. Et le malheureux Arménien est condamné à vivre, à rester jour après jour entre ces deux tyrannies sans pitié — « entre le diable et la mer profonde », comme disent les Anglais.

Si cette vérité n'était pas claire pour nos ancêtres, nos prêtres et nos pères, du moins, depuis les années 80, les coups nombreux qui sont tombés ici et là, l'un après l'autre, n'ont plus laissé de doute à ce sujet aux générations contemporaines.

Et voici, après la confiscation des écoles arméniennes, que nous assistons au pillage des biens de l'Église arménienne. Ces phénomènes ne sont déjà plus l'expression de simples persécutions ordinaires, mais la main manifeste qui vise sauvagement l'existence nationale arménienne du Caucase par la tyrannie russe. En Turquie comme en Russie, en

# La crise arménienne du Caucase

d'autres phénomènes civilisés, qui se réalisent dans la société sous un régime de monarchie limitée ou de république complète, ont été préparés pendant de longues périodes. Il en va de même des phénomènes négatifs. On sait que l'Empire romain prit fin en 476, mais sa décadence était déjà un fait sous Théodose, et ces jours eux-mêmes avaient leurs racines dans les premières années de la domination des chrétiens. Byzance tomba en 1453, sous Constantin Paléologue ; mais qui ne sait que cet empire était déjà depuis la moitié de sa vie en marche vers sa chute ? La monarchie française s'écroula sous Louis XVI, mais nous savons que Louis XVI n'était ni pire que ses prédécesseurs ni même, en tant que personne, un homme pire que Constantin Paléologue.

N'avons-nous pas eu, nous aussi, dans notre passé de tels facteurs, qui pourraient avoir une grande importance dans le fait de notre malheur d'aujourd'hui ?

« La faute de l'écrivain arménien — dit Stéphanos Nazariantz en 1860 — est de montrer sans crainte que la vie arménienne d'aujourd'hui n'est pas une chose accidentelle, qu'elle n'est pas un phénomène venu de nulle part vers la fortune de Haïk, mais la conséquence nécessaire de sa vie passée, de son gouvernement incapable... de son désaccord destructeur... le désaccord sot et myope de ses princes, alors qu'ils auraient dû s'unir pour défendre la patrie et protéger contre les dangers extérieurs les trônes de leurs seigneuries, et qu'en toute rencontre ils auraient dû avoir pour seule loi, comme premier et unique but, l'intérêt de la patrie, chacun en particulier et tous ensemble. Là où il fallait agir dans l'union contre les entreprises politiques de l'ennemi, les Arméniens, oubliant le bien commun, s'entre-détruisaient... S'il reste dans l'âme de la nation quelques étincelles de vie, qu'on laisse les enfants de la nation les attiser et les faire flamber en incendie ; sinon, il est inutile de nourrir l'espoir que le cadavre revienne à la

vie et reprenne son chemin avec nous comme un fils de son temps. »

Et ils commencèrent à « éveiller les vivants de la nation et à attiser les étincelles de vie restées dans l'âme de la nation ». Ces « éveilleurs », ce furent Nazariantz lui-même, Mikael Nalbandian, Kamar Katiba, Raffi, Srpouhi — nos derniers apôtres du sentiment national. Cependant, bien que les réalités de ces écrivains n'aient jamais atteint dans le cercle de leur activité ce milieu avec lequel ils avaient affaire, ni leurs successeurs — nos écrivains d'aujourd'hui, qui furent aussi les inspireurs des organisations révolutionnaires —, il ne faut pas pour autant fermer les yeux sur ces défauts dont notre passé sombre porte la marque.

En 1862, Nalbandian écrivait :

« Nos Arméniens, par leur caractère propre — comme il arrive d'ordinaire à tous les peuples placés dans les mêmes conditions —, n'ont que de la ruse et de la fourberie... ils n'ont jamais su s'unir pour secouer leur faiblesse commune. Ainsi est né parmi nous cet esprit d'individualisme, cette vilenie de caractère, cette aveugle absence de solidarité, qui ne laisse naître chez les Arméniens aucune œuvre commune, aucune entreprise d'intérêt public. »

L'auteur de *La Plainte de Léon*, Smbat Chahaziz, citant ces paroles de Nalbandian dans son *Essai de publiciste* (page 218), ajoute pour sa part :

« Si on les frappe, l'un, au lieu de venir en aide à ses compagnons, s'enfuit... Notre nation, ayant longtemps erré de-ci de-là, a perdu ses belles qualités primitives. Les fils de la nation arménienne, étouffés dès le début par la tyrannie et privés d'exemples patriotiques, ont tant pris des étrangers qu'ils ne peuvent plus maintenant apprécier autrement leur propre honneur et leur valeur. La situation lamentable dans laquelle se trouve l'Arménien a engendré chez lui des

Nous n'oublions en aucune façon, bien entendu, qu'en dépit de ces dispositions envers les gouvernements turc et russe, les Kurdes, très souvent, grâce aux conditions qui règnent dans leur vie, deviennent un instrument docile entre les mains de leurs ennemis, au détriment des peuples voisins. Mais puisque ces dispositions sont indéniables, qu'elles ont sans aucun doute aussi une certaine valeur dans la vie kurde, et que leur manifestation a été, outre la non-participation de nombreuses tribus aux « hamidié », également jusqu'à ces derniers temps l'attitude hésitante de certains Kurdes çà et là, — nous pensons qu'il existe un terrain sur lequel on peut élaborer, sinon durable, du moins temporaire, sinon large, du moins partiel, un accord avec tel ou tel chef kurde.

Un chant populaire des Yézidis contient ces paroles : « Le loup cherche la vie et ne tire du troupeau que la queue, mais le pacha boit le sang des jeunes gens... Malheur au peuple qui n'a pas de force »...

Quels sont pour les Kurdes ces « forts » qui « n'ont pas de pitié » — les Turcs, les Russes ou les Arméniens?... Il est impossible que, parmi les Kurdes, il ne se trouve pas de chefs suffisamment conscients de leur situation pour ne pas pouvoir répondre à cette question de la manière qui corresponde à leurs intérêts et aux nôtres.

Mais nous autres Arméniens, nous devons nous efforcer, nous aussi, de leur inspirer cette conscience. Seulement, pour cela, nous n'avons d'autre moyen que de développer nos propres forces et de démontrer par des exemples vivants que nous sommes capables de défendre nos intérêts et, bien souvent, ceux de nos voisins aussi. Ayons cette force, et nous aurons aussi des alliés kurdes. Dans le cas contraire, les Arméniens resteront pour les Kurdes plutôt un objet de pillage et de proie, que des compagnons d'armes contre les ennemis communs.

1901.

« Les Kurdes haïssent les Turcs. Tout indique que, comme la plupart des peuples soumis aux Turcs, ils aspirent à l'indépendance et qu'ils sont prêts, à la première occasion favorable, à se révolter pour reconquérir leur indépendance d'autrefois », — dit Schweiger-Lerchenfeld, que nous avons cité la dernière fois.

Bekline atteste lui aussi le même phénomène :

« Depuis le milieu de ce siècle, particulièrement depuis la dernière campagne russe, beaucoup de soulèvements kurdes ont eu pour but de conquérir l'indépendance politique. Jusqu'à présent, des tentatives ont même été faites pour fonder une « Fédération kurde ». »

Et les faits confirment ces affirmations. Les révoltes contre le gouvernement turc du pacha de Bayazid, des principautés de Hakkiari, de Bohtan, de Bédirkhan (1846), les combats d'Ezdanchir (1854), les propositions de quelques chefs au consul russe de Karin en vue d'une lutte contre le gouvernement turc (1876), le programme de Cheïkh-Obeïdoullah dans le même esprit (1880) — voilà quelques-uns de ces faits.

La même disposition doit exister chez les Kurdes également envers les Russes. Beaucoup de chefs kurdes comprennent que la domination russe est funeste pour leur existence, pour leurs pâturages et pour toute leur organisation tribale. Le colonel russe Kartsov, dont nous connaissons déjà l'opinion, déclare directement :

« ... En 1827, lorsque le comte Paskévitch s'empara du khanat d'Érivan, les Kurdes servaient avec zèle les sardars d'Érivan et les aidaient de toutes les manières contre les Russes. Outre les motifs religieux, ce qui les poussait à combattre contre nous, c'était la ferme conviction qu'après l'établissement des Russes dans le pays viendrait la fin de leur liberté sauvage, de leur arbitraire et de leurs pillages. »

circonstances très fâcheuses, qui l'ont amené à servir docilement l'étranger, à tenir pour sien le devoir de l'étranger, et, pour son propre salut, à flatter les puissants et à défendre l'étranger. Si ce jugement n'était que le mien, je changerais volontiers les lignes que j'ai écrites; mais, malheureusement, tous les auteurs nationaux attestent la même chose et confirment leur jugement par des faits affligeants. »

Raffi — sans doute indépendamment des « étincelles » de Nazariantz — a même intitulé *Les Étincelles* l'un de ses ouvrages les plus remarquables; voici ce que nous lisons aux pages 323-325 du deuxième volume :

« Sombre est notre passé, et notre vie présente est la continuation du passé. J'ai beaucoup voyagé, j'ai vu beaucoup de pays, mais je n'ai vu aucune nation qui ressemblât à l'Arménien... Là où il y a deux Arméniens, il y a entre eux quatre partis. La désunion est enracinée depuis les temps anciens dans la vie de notre nation, au point d'être devenue un mal héréditaire qui nous est transmis, et qui a empoisonné le corps national. Dans notre histoire, vous pouvez voir des milliers d'exemples, surtout aux siècles où les Perses, les Grecs, les Arabes, les Seldjoukides et les diverses tribus mongoles détruisaient l'Arménie par le feu et le sang... Chez les Turcs, c'est déjà devenu un proverbe de dire que « les têtes des infidèles ne s'unissent pas », ce qui signifie que l'union ne peut se former parmi les Arméniens. Il est triste d'entendre un tel jugement, et plus triste encore qu'il soit juste... L'Arménien est vindicatif, rancunier, envers l'offense qu'il subit d'un autre Arménien. Mais si la même offense lui vient d'un Turc ou d'un Kurde, il la supporte en silence, avec la plus grande humilité, comme on supporte un mot d'un étranger. »

Les amères vérités de Kamar Katiba — ce Juvénal arménien — sur les divers défauts de la société arménienne sont non seulement connues de tous, mais elles sonnent souvent aussi aux oreilles de nos « patriotes » comme des injures.

Les opinions de Grigor Artsrouni sur les qualités de la race arménienne sont également connues de tous. Nous citerons ici un échantillon très court de ces opinions, que nous trouvons dans sa brochure intitulée *La situation économique des Arméniens de Turquie* :

« L'Arménien a de grandes lacunes à côté de ses grandes qualités — la désunion, le manque d'esprit, etc. ; mais tout cela est la conséquence de l'esclavage séculaire sous la domination mahométane. La liberté ne peut s'apprendre dans l'esclavage ; seule la liberté apprend la liberté. »

« Les vertus des Arméniens sont des vertus du temps de paix, et leurs vices sont la conséquence de la situation d'humiliation où ils se trouvent », — a dit Byron, ne sachant pas, sans doute, que les Arméniens étaient privés des vertus qu'exigent les époques orageuses.

Cette dernière pensée, nous la trouvons exprimée de façon plus nette dans deux ouvrages qui appartiennent, l'un, à un Grec converti à l'islam, nommé Kimon, et l'autre, à un officier français nommé Chopin.

Kimon, dans son livre *La pathologie de l'Islam*, dit à la page 205 :

« Aujourd'hui, après la longue période d'oppressions auxquelles les Arméniens ont été soumis, après les persécutions, par suite des lourdes conditions d'esclavage dans lesquelles ils ont vécu, quelques-unes des anciennes qualités des Arméniens ont été perdues, anéanties, disparues. Par exemple, leur sentiment militaire, leur esprit guerrier, leur habitude des armes, leur esprit d'initiative, leur caractère victorieux leur sont devenus étrangers. Ils ont perdu — ce qui est

Spencer, dans ses *Principes de sociologie*, parlant du « type des sociétés militaires », dit que chez elles « l'instinct d'obéissance est très fort » et, par contre, « l'initiative individuelle est réprimée », que dans de telles sociétés prévalent la « croyance forcée et une condition passive », grâce à quoi le chef devient « le facteur dominant de la vie sociale ». En appliquant cette vérité générale aux Kurdes, nous devons voir que le même principe de la tribu, qui chez eux caractérise l'état arriéré de la civilisation, nous offre, du point de vue de la question qui nous intéresse, un avantage qui mérite une attention particulière. Grâce à ce principe, il suffit de convaincre chez les Kurdes, par exemple, un chef de tribu (el-gha, mir) ou un chef religieux (cheïkh) — et c'est la même chose que de convaincre toute sa tribu, qui, dans son « obéissance forcée », ne sait que se soumettre à ses maîtres et exécuter leur volonté. Dans les milieux plus élevés de la civilisation, bien sûr, le rôle des chefs est limité dans la vie, car la vie historique de sociétés entières les empêche de rester en arrière. Mais il n'en est pas ainsi aux degrés inférieurs du développement, où les relations sociales sont extrêmement simples, où il n'y a pas de fondements multiples, pas de sentiers multiples de l'activité humaine, pas de lutte sans fin des idées, pas de courants toujours nouveaux de la vie, avec leurs influences et leurs contradictions réciproques. Lorsque Raffi, dans *Le Fou*, fait parler de ses héros avec un chef kurde remarquable qui « peut en un jour faire sortir 10 ou 20 mille cavaliers », ou lorsque, parlant des Arméniens, il regrette par la bouche d'Aslan que les Arméniens n'aient pas de noblesse, alors que lui-même « n'aime pas l'idée de noblesse », il nous semble qu'il a précisément en vue cet avantage de l'état arriéré, que nous avons mentionné : la noblesse arménienne, grâce à son autorité et à son pouvoir sur le peuple, aurait pu lier, unir et entraîner celui-ci vers notre œuvre nationale de libération... pense Raffi.

Admettant donc que le principe de la tribu représente une condition fort avantageuse dans la question qui nous intéresse, voyons maintenant combien il est facile ou possible de réaliser l'œuvre de l'alliance avec les chefs kurdes.

## II

Les conditions importantes que nous avons indiquées en partie comme obstacles au rapprochement arméno-kurde ne peuvent, on le comprend, permettre de nos jours de parler d'une coopération systématique et durable entre ces deux éléments. Changer le mode de vie barbare des Kurdes, qui diffère du nôtre; lutter avec succès contre deux gouvernements qui sont également ennemis de l'alliance kurdo-arménienne; affaiblir les influences religieuses, qui chez les Kurdes tiennent lieu de conscience nationale — ce sont là de grands problèmes culturels qui peuvent être élaborés sous l'influence de divers facteurs durant une longue période, jusqu'à la solution de la question arménienne, à l'état de guerre de notre peuple, au cours de notre lutte tendue. Les exigences impérieuses d'une vie brûlante ne nous laissent pas le loisir de fonder sur un avenir lointain nos soucis contemporains et nos programmes pratiques.

C'est de ce point de vue que la question de l'élimination des causes principales qui conditionnent les antagonismes kurdo-arméniens — à la fois fondamentale et, en même temps, fort complexe — ne peut nous occuper dans toute son étendue. La seule question qui ait pour nous une importance actuelle reste celle-ci : n'est-il pas possible, en effet, au moins dans une certaine mesure, d'atténuer l'influence néfaste de ces obstacles fondamentaux; ou, en d'autres termes, ne peut-on pas trouver, même dans les circonstances présentes, d'autres facteurs dans la vie kurde qui, s'ils ne peuvent développer de jour en jour l'alliance kurdo-arménienne en général, puissent du moins nous donner la possibilité d'établir des relations partielles, locales, tantôt de courte durée, tantôt plus durables, tantôt insignifiantes, tantôt larges?

bien dangereux — jusqu'au sentiment de la défense de soi. »

Chopin, dans son ouvrage *Arménie, Kurdistan et Mésopotamie*, où il parle de ses observations de voyage, s'exprime souvent de façon offensante sur les Arméniens, et nous nous contenterons d'un seul extrait (page 86). Rappelant que les Nestoriens, les Syriens et les Maronites du Liban, étant moins nombreux, ont obtenu l'autonomie, Chopin fait remarquer :

« Les Arméniens sont plus nombreux, plus riches, ont plus d'instruction, mais n'ont pas réussi... pas même une chose. Il leur manque l'esprit guerrier, le sentiment d'indépendance qui aurait pu les protéger. »

Le mouvement révolutionnaire arménien, avec ses martyrs, ses combats héroïques et ses efforts, a effacé en grande partie du front de l'Arménien cette honte insupportable qui avait été gravée sur lui par un passé historique long, sombre et funeste. C'est vrai, et il n'y a plus rien à en dire. Mais, pour être juste, n'oublions pas non plus que les auteurs cités plus haut, en montrant les divers défauts de la race arménienne, n'oublient pas ses qualités brillantes — ses aptitudes culturelles et son habileté, ses mérites intellectuels, grâce auxquels, au cours des siècles, tombant d'un joug dans l'autre, supportant sur son dos tout le poids des Perses, des Grecs, des Arabes, des Tatars et des Turcs, les combats réciproques des conquérants — le peuple arménien a néanmoins pu conserver son originalité nationale. Quant aux auteurs arméniens, ce qu'ils attribuent à l'Arménien n'est pas que la seule mauvaise part : l'existence même de ces auteurs, leur activité, leurs hautes aspirations morales, leurs âmes courageuses — tout cela était déjà une grande preuve que l'Arménité n'était pas encore entièrement tombée. Ne serait-ce que parce que, s'ils n'avaient pas jugé la nation digne d'une meilleure destinée, s'ils n'avaient pas aimé cette nation au fond de leur cœur, et s'il n'y avait pas eu dans leur tête

la perspective lumineuse de l'avenir du peuple arménien, ils n'auraient pas sacrifié pour lui leur vie, n'auraient pas consacré toute leur âme à l'œuvre de sa renaissance, et n'auraient pas lancé à chaque heure l'appel : « Laissons aujourd'hui — comme le disait Nazariantz — nos fils élus, sacrifiant avec abnégation leurs intérêts personnels, verser leurs flammes sur l'autel de la patrie, pour édifier l'avenir sur une seule volonté, une seule âme, un seul cœur. »

Dans la même situation doivent se trouver aujourd'hui aussi les révolutionnaires arméniens, dont l'œuvre est aujourd'hui entravée non seulement par un ennemi extérieur, qui, grâce à certaines circonstances politiques, ne peut être que puissant — mais aussi par ce défaut intérieur, ce manque de caractère national, que leurs prédécesseurs jugeaient nécessaire de combattre pour « bâtir l'avenir arménien ». N'oublions pas que depuis le jour où Nazariantz lançait son appel à l'union des Arméniens, bien du temps a passé, et l'Arménité a obtenu dans le développement de sa conscience publique beaucoup de progrès ; mais les exigences de notre époque, grâce aux conditions nouvelles, se sont elles aussi multipliées et sont devenues plus lourdes...

Et lorsque vous savez avec certitude ce que représente toute la vie arménienne en un tel moment critique, où nous sommes accablés sous des coups nombreux et sans mesure ; lorsque vous voyez que des centaines d'hommes — même dans la perspective de résultats immédiats — n'osent pas entreprendre une telle œuvre au moment de la crise, par simple manque d'hommes ou de moyens ; lorsque vous observez en même temps quels phénomènes terribles, honteux, destructeurs ont eu lieu et se produisent autour de nous ; lorsque vous vous représentez enfin devant les yeux ces simples voies qui, par l'effort de quelques volontés, auraient suffi à assurer la victoire de notre cause — alors, bon gré mal gré, vous vous souvenez de notre maudit passé, dont la terre noire et sanglante n'a pas encore perdu entièrement sa force empoisonnée dans nos réalités.

tous les auteurs qui ont étudié de près la Turquie et l'islam, depuis notre immortel Raffi jusqu'à l'Anglais (*La Turquie et le Tanzimat*), Greene (*La crise arménienne*) et bien d'autres.

Voilà, à notre avis, les principaux facteurs — le mode de vie barbare des Kurdes, la tactique des gouvernements turc et russe et la religion mahométane — qui ont rendu et qui rendront encore plus difficile l'œuvre de l'alliance kurdo-arménienne.

Nous examinerons dans le prochain article la seconde question qui nous intéresse, que nous avons posée plus haut.

« Les Kurdes, maniant les armes avec une égale habileté, sont cependant faibles dans la résistance. L'esprit de pillage prédomine en eux, même sur la fidélité à leur chef; les Kurdes de Djélali ont suivi Cheïkh-Obeïdoullah contre leur propre tribu, qui, en outre, était entourée d'une communauté religieuse. En un mot, dans toutes les activités des Kurdes, apparaît non pas un peuple résistant et digne, mais des pillards sauvages, indifférents à tout intérêt durable et prêts à tout sacrifier à leur passion sauvage de l'argent. »

Et c'est bien sûr pour satisfaire cette « passion sauvage de l'argent » qu'en 1829, pendant la guerre russo-turque, le comte Paskévitch, estimant que la tranquillité du Kurdistan était l'une des conditions principales du succès de la guerre, obtint l'autorisation de dépenser 100 000 roubles afin de distribuer des présents aux Kurdes.

Enfin, on ne peut négliger, dans la question qui nous intéresse, l'importance de la religion.

Beaucoup nient le rôle de la religion dans les relations kurdo-arméniennes; mais il nous semble qu'une religion qui, au cours des siècles, a résumé pour le monde mahométan toute la vie intellectuelle et morale; une religion qui s'est révélée le guide suprême de toute l'organisation politique des États mahométans; une religion qui, par le mot « giaour » (infidèle), sépare si durement de « nous », les « musulmans », tous les éléments d'autre confession de tout le pays; une religion qui, au nom du prophète, appelle ses fidèles à « combattre les infidèles jusqu'à ce que disparaisse toute résistance, jusqu'à ce que la foi d'Allah devienne l'unique religion sur la terre »; une religion qui rend « licites » pour ses adeptes le sang et les biens des infidèles; une religion dont les préceptes répondent si bien surtout à tous les instincts sauvages des Kurdes — il nous semble, disons-nous, qu'une telle religion ne peut pas ne pas avoir son rôle dans la question des antagonismes kurdo-arméniens. C'est ainsi que considèrent la question

## II

En mettant en avant le milieu arménien, la question de nos particularités nationales, nous ne posons pas un problème métaphysique. Si nous rejetons une fois pour toutes les théories bien connues qui ont eu une influence sur la notion de race ou sur les différences fondamentales (Montesquieu, Gobineau, Taine, Renan, etc.), nous devons en tout cas reconnaître la vérité qu'il existe certaines particularités qu'une nation acquiert en vivant longtemps dans les mêmes conditions, et qu'elle transmet de génération en génération, conformément à la loi de l'hérédité. La géographie du pays, le climat, la situation internationale, la forme du gouvernement au cours de l'histoire, les lois, les malheurs, les souvenirs et les luttes, l'instruction, la langue, la religion, etc. — voilà les conditions qui peuvent former dans un peuple tels ou tels penchants, qui ne se répètent pas de la même manière ou dans la même mesure chez d'autres peuples.

Voilà comment « s'est développé parmi nous cet esprit d'individualisme, cette vilenie de caractère, cette aveugle absence de solidarité, qui ne laisse naître chez les Arméniens aucune œuvre commune, aucune entreprise d'intérêt public ». Voilà comment se sont développés parmi nous ces instincts dont l'influence a toujours été nuisible « là où il fallait agir dans l'union contre les entreprises politiques de l'ennemi », tandis que « les Arméniens, oubliant le bien commun, s'entre-détruisaient ».

Laissons le passé lointain. Laissons ces temps étonnants où, après le traité de Berlin, l'intelligentsia arménienne, se trouvant d'ordinaire dans l'aisance, sans consulter le peuple et sans tenir compte de la réalité, exigeait catégoriquement de l'Europe « l'autonomie arménienne » (voir les publications périodiques des années 1878-79) — et la bourgeoisie arménienne, suivant fidèlement ses principes,

pas même une fois n'apportait à une telle question sa contribution, pas même en proportion de ce qu'était la cause arménienne. Considérons seulement la dernière décennie, lorsque les relations arméno-turques ont revêtu des formes extrêmement aiguës, lorsque la question de la vie et de la mort s'est posée pour nous et a fait naître une situation sans issue, une situation effroyable et sans précédent. Qu'y a-t-il de plus simple que ceci : une situation exceptionnelle exigeait aussi des moyens exceptionnels, une activité exceptionnelle, des sacrifices exceptionnels. Mais qui a suivi cette exigence, à l'exception de l'intelligentsia ou d'une partie proportionnellement insignifiante du peuple ?

Voici quelques lignes.

« Des milliers d'hommes pouvaient être trouvés parmi les Arméniens, dont chacun aurait pu acheter une province entière en Arménie turque. N'avaient-ils donc pas au moins une âme ? » — raconte MacColl (*Le Sultan et les Puissances*, 1895), sous l'impression des massacres arméniens.

« Un Anglais, fort de ses convictions politiques conservatrices, déclara que, si les grandes puissances, avec leurs principes égoïstes, n'ont pas le droit de soustraire le gouvernement du sultan à la souveraineté, le peuple d'Arménie peut, du moins, être délivré de l'administration intérieure par des moyens pécuniaires, comme cela s'est fait pour l'indépendance de la Grèce, et, de son côté, il offrit 5000 livres sterling (25 000 francs), prix des armes à distribuer aux chrétiens sans défense de ces régions de Turquie qui sont accessibles du côté de la mer. »

Et nous autres, Arméniens ?... Il suffit de rappeler que la plus grosse somme qu'un homme ait jamais donnée, dans toute l'Arménité, pour l'œuvre des armes s'est élevée en tout à 25 000 francs de dépense... Mais, en même temps, combien d'hommes riches et d'hommes d'affaires éprouvés, combien de villes pouvaient offrir des armes, uniquement au cours des années, et dans les circonstances les plus fa-

le mouvement arménien exactement comme les Turcs, c'est-à-dire comme une aspiration à former, par l'intermédiaire des puissances européennes, un État arménien indépendant et à soumettre les Kurdes à une condition d'esclaves. Ainsi, par exemple, l'officier russe Kartsov, dont l'attitude envers la question arménienne va jusqu'à la haine aveugle, même face aux faits, et dit dans son exposé fait à la Société impériale de géographie du Caucase :

« Ensuite, en grande partie sous l'influence des idées anglaises (?), ces dernières années, un mouvement s'est dessiné parmi les Arméniens des villes et le clergé en vue de la restauration de l'indépendance arménienne et de la renaissance de l'Arménie depuis longtemps disparue... On comprend le sentiment de haine qui est né chez les Kurdes envers les Arméniens : l'idée que ceux-ci, qui forment une minorité (?) de la population du pays (?), se seraient emparés (?) d'une domination profondément méprisable et non guerrière (?) est entièrement insupportable pour tout mahométan, et en particulier pour le Kurde. »

Mais le patriotisme kurde, pour ainsi dire, n'est pas ce qui pousse ce général à parler contre les Arméniens. Voici, mot pour mot, ses paroles sur les Kurdes, qu'il regarde uniquement du point de vue des intérêts stratégiques russes, comme les Turcs du point de vue du gouvernement turc :

« De l'étude de l'histoire des Kurdes on peut tirer une conclusion fort importante pour apprécier le rôle de telles ou telles de leurs forces lors des guerres politiques qui éclatent dans les pays voisins du Kurdistan. Le Kurde connaît fort peu le sentiment de patriotisme, dans le sens où nous le comprenons ; il n'a guère de fidélité au gouvernement turc, mais il a un sentiment très fort envers la tribu et envers son chef. »

Et encore :

Une autre condition importante, grâce à laquelle les relations kurdo-arméniennes s'aggravent de façon inouïe, et dont nous voyons de nos jours la preuve la plus évidente, c'est la politique que suit le gouvernement turc depuis longtemps.

« Pour que les Kurdes ne songent pas à l'indépendance, le gouvernement s'efforce de les occuper d'autres affaires. Ainsi, par exemple, il excite les Kurdes contre les Nestoriens vivant au Kurdistan, de même qu'il arme les mahométans contre les Kizilbach, et ces derniers contre les Yézidis et les Kurdes. Il fait naître ainsi des troubles dans le seul but de régner selon le principe « diviser pour régner »... et de faire en sorte que les tribus séparées ne s'unissent pas contre l'ennemi commun. »

Ces observations, nous les trouvons dans un ouvrage de l'Allemand Schweiger-Lerchenfeld, publié en 1875 sur la base des recherches que l'ingénieur Czernik avait faites en 1872-1873 au Kurdistan (Mésopotamie septentrionale). Qui ne connaît le massacre des Yézidis accompli par les Kurdes en 1830, le massacre des Nestoriens en 1846 et 1849 sous la direction de Mohammed pacha (Kiritli), ainsi que le massacre général des chrétiens en 1860, lorsque — selon le même auteur — « les Turcs agissaient de concert avec les Druzes, excitant leur fanatisme et manifestant la plus haute hypocrisie et fourberie » ? Qui ne connaît, disons-nous, ces faits, pour qu'il puisse y avoir le moindre doute sur les observations de l'ingénieur Czernik ? Il va sans dire que la même tactique à l'égard des Arméniens s'est manifestée sous des formes plus effroyables encore. Tout le monde connaît ces excitations intérieures qui ont été dirigées contre les Arméniens dans toutes les attaques kurdes. Pour compléter le tableau, il suffit de rappeler les grands pillages arméniens de 1829, 1855 et 1877 par les mains des Kurdes, et enfin l'organisation « hamidié », dont la vocation s'est manifestée de façon si claire en 1895 et 1896.

Le même esprit de « haute hypocrisie et fourberie » suivent et doivent suivre aussi les Russes, qui expliquent

vorables, des armes et encore des armes, et ne l'ont finalement pas fait...

Des milliers d'Arméniens aisés en Inde, en Angleterre, en Amérique, en Afrique, se demandent qui sait par quels moyens difficiles ils pourraient accroître leur fortune, mais aucun d'eux n'a trouvé que, en de tels jours de malheur historique sans précédent, la place leur fût fermée pour une entreprise d'intérêt public. Et cela non seulement parmi les représentants de la vieille génération, mais aussi dans les milieux de la jeunesse dite instruite, qui ont appris ou apprennent, et qui, lorsqu'ils commencent à parler de l'œuvre publique et de la nécessité de servir les masses populaires, jugent que des Gladstone et des Lassalle doivent se lever de leurs tombeaux pour rivaliser avec eux...

Il ne reste plus dans le monde civilisé de peuple qui n'ait, d'une manière ou d'une autre, contribué à soulager la lourde condition arménienne. Depuis 1894, des Anglais, des Français, des Suisses, des Américains, des Hollandais, des Belges, même des Allemands ont tendu une main secourable aux Arméniens, pour distribuer au peuple arménien, dans le pays et à l'étranger, du pain et des aumônes, ou pour recueillir les orphelins et leur donner l'instruction. Et qu'ont fait les Arméniens eux-mêmes ? Nous avons des milliers d'Arméniens dont chacun pourrait nourrir autant d'hommes, fonder autant d'orphelinats, que l'ont fait jusqu'ici quelques nations avec l'argent recueilli ; mais qui d'entre eux s'est montré tel ? On sait que le seul Mantachiantz, arménien d'origine seulement, et de culture à moitié géorgienne, à moitié russe, a fait davantage de son bien personnel pour les orphelins arméniens que tous nos « patriotes » riches.

Qui ne se souvient, dans les années 1890-91, de l'état d'esprit de l'intelligentsia arménienne, surtout dans le Caucase, parmi les jeunes gens et les étudiants, envers la Turquie ? Et où sont-ils, eux qui, en 1891-92, hantés par la pensée de conquérir la liberté à bon marché, craignaient même, en se tenant à distance de l'œuvre révolutionnaire, que l'Arménie ne devînt un jour, sans eux, un pays indépendant, et qu'après ce jour glorieux ils ne restassent eux-mêmes

sans places ? Mais dès que la réalité eut montré qu'il est impossible d'obtenir de tels postes pour un temps indéterminé sans sacrifices, personne ne demeura — ils se dispersèrent comme une vague qui se brise au premier coup de vent. Nous savons qu'en toute foule, en toute masse intelligente ou non, c'est là un phénomène tout à fait compréhensible. Mais où sont restés aussi nos jeunes gens qui, au sein même des centres révolutionnaires, venaient se multiplier en vue de la révolution ? Où est cette grande majorité de membres actifs qui entouraient jadis ces cercles ? Où sont les « convaincus » écrivains révolutionnaires qui exprimaient le ton de tout le mouvement ; où sont ceux qui répétaient des centaines de fois leurs discours enflammés sur la « liberté » et sur l'« aube nouvelle » des éléments de l'action ? Ils ont cru pour eux-mêmes aux « lâches » Arméniens, et aujourd'hui ils recherchent pour eux-mêmes les places plus commodes de la vie et de l'œuvre publique, comme si, en ce temps-là, ils pouvaient déjà juger de la révolution...

C'est dans ces mêmes années 1890-91 que l'intelligentsia russo-arménienne et turco-arménienne rivalisaient entre elles dans leurs promesses ardentes de délivrer l'Arménité. Et puis ?... Puis l'intellectuel turco-arménien mit pour idéal de toute sa vie l'Amérique — la patrie des dollars ; et le russo-arménien — Bakou, où les hommes ne regardent jamais vers le haut, vers les hauteurs, loin d'eux-mêmes, mais toujours en bas, sous la terre, vers ce chaos ténébreux où, dans les profondeurs de 150 à 200 sagènes, se cache l'or noir, le pétrole... La situation générale est pénible : on massacre en Turquie, on persécute en Russie — et voici l'intellectuel arménien, fidèle aux instincts serviles hérités de ses mères, qui se sent comme dans les jours d'un incendie : « Sauve qui peut ! », « fuie qui a des jambes » — et ils fuient, foulant aux pieds tous les devoirs élémentaires qui pèsent sur eux en de telles circonstances historiques.

Dans toutes les dernières années, le nombre des étudiants arméniens, surtout en Europe, s'accroît. Les camarades des révolutionnaires tombés en martyrs non seulement ne sont pas appelés à venger leur mort, mais

nécessaire, pour ainsi dire « naturelle », de la « production kurde ». Dans son développement, le Kurde s'est à peine élevé jusqu'au principe patriarcal de la tribu. L'intérêt de la tribu — voilà ce qui guide sa vie. Il n'y a pas là d'idée nationale, de conception d'une totalité populaire. Il n'y a pas là de principes généraux concernant le meurtre ou le vol, que ce soit dans la vie publique ou privée, exactement comme chez les nations civilisées, où, du point de vue de la défense de soi de l'État, on admet les meurtres militaires, les pillages, etc. Tout ce qui préserve la tribu, souvent même l'individu, est bon, et ce qui peut lui nuire est mauvais. « Membre de la tribu » et « étranger » sont synonymes d'« ami » et d'« ennemi », même si l'étranger appartient à la même nation kurde. Et il est compréhensible qu'il n'y ait pas de loi que le Kurde ne justifierait, si elle s'exerce contre l'étranger. Ce n'est pas tout. Les pillages et les meurtres, en tant que moyens de subsistance de la tribu et de l'individu, sont même considérés comme des vertus et glorifiés, loués, chantés comme les qualités d'un brave.

« Ni les enfants, ni les femmes, ni les vieillards, ni les prêtres ne sont épargnés par le Kurde ; la tribu guerrière exaltée par son esprit de pillage et par l'art de le poursuivre », — dit Élisée Reclus.

Ainsi, quelles que soient les divisions que nous suivions dans l'histoire de la civilisation — prenons les systèmes de Tylor, de Morgan ou de Lippert —, il est toujours le même : les Kurdes, en tant que peuple encore en grande partie nomade-pastoral et vivant selon le principe de la tribu, doivent être rangés dans ces périodes connues de la civilisation humaine qu'on appelle la période de barbarie. C'est avec le peuple d'un mode de vie barbare que doivent vivre les Arméniens, leurs voisins immédiats, qui ont pourtant depuis longtemps dépassé le cercle du mode de vie agricole. Ce voisinage involontaire de deux éléments de civilisation différente — voilà l'une des causes fondamentales qui conditionnent la différence profonde des intérêts et des tendances kurdes et arméniens.

que désormais la question de l'alliance arméno-kurde pourra se développer dans des conditions plus conformes au but, plus favorables.

Cependant, sans considérer tous les côtés réjouissants du phénomène, nous ne pouvons pas nous cacher que la question de l'alliance arméno-kurde, chaque fois qu'elle vient sur la scène, nous place dans une situation que le peuple français caractérise par l'une de ses expressions : « parler de la corde dans la maison d'un pendu ».

Et en effet, si l'on nous demandait de qui le peuple arménien a le plus souffert — au moins depuis le milieu du XIXe siècle —, de qui il a, jour après jour, mois après mois, année après année, subi plus que de toute autre nation, et de façon plus directe, il serait difficile de trouver quelqu'un qui ne répondrait pas : du Kurde. Et voici que cet ennemi séculaire, ce voleur séculaire, ce meurtrier, ce pillard qui a arraché la vie à des centaines de milliers d'entre nous, qui a fait disparaître de notre patrie tant de nos compatriotes — c'est de lui qu'il s'agit : c'est en sa faveur que nous autres Arméniens devons parler d'union. La situation est plus qu'étrange, et elle exige, bien entendu, une grande prudence pour être éclaircie comme il se doit.

Il est nécessaire, en même temps, de préciser quelles sont les conditions, les causes qui fondent les antagonismes arméno-kurdes, et s'il est possible de les écarter, et par quels moyens.

Dans les montagnes et les hauts plateaux où la richesse naturelle du pays et les conditions d'une vie pastorale-nomade, grâce à une production limitée, n'assurent pas aux Kurdes une vie sûre, ceux-ci représentent un élément faible par sa culture et même par son nombre. Le pain, les vêtements, la viande, la farine, les articles de fer et même, en petite quantité, le pain — voilà les denrées dont les Kurdes ont besoin. Les multiples produits de l'artisanat, le riz, le sel, très souvent le pain, les fruits, etc. — c'est-à-dire toute une série de besoins vitaux de première nécessité — ils doivent les recevoir du dehors, des autres peuples, et pour cela ils n'ont d'autre moyen que le pillage et le meurtre, qui, au cours des années, sont devenus une part

ils changent souvent la place qu'ils avaient obtenue avec ces martyrs pour la vie tranquille, afin de trouver pour eux-mêmes un gîte, et vont en Europe pour consommer ici leurs chères études « belles et bonnes »... Contre cela, bien entendu, nous n'avons rien. Mais lorsque nous nous souvenons que les sciences et les arts, l'honneur et la littérature publique d'aucune nation n'ont eu autant de talents que la nation juive, qui, pourtant méprisée par tous, fleurit et prospère aujourd'hui dans tous les coins du monde ; lorsque nous avons sous les yeux quel usage font de leurs fils nos Arméniens aisés, qui les envoyaient autrefois à la ville-bazar et leur donnent aujourd'hui l'instruction avec toutes les commodités ; quand, regardant d'un peu près ces étudiants, nous voyons combien leur grand nombre, parmi les médecins, les avocats, etc., ne cherchent que des diplômes pour rivaliser avec leurs concurrents plus heureux dans les places lucratives — alors, bon gré mal gré, nous commençons à douter que tout cela réponde réellement, en ce moment critique, à nos exigences nationales...

En Europe, des personnalités aussi connues que Ricciotti Garibaldi, Amilcare Cipriani, Francis de Pressensé, Gérauld-Richard, Georges Clemenceau et Urbain Gohier, comme le savent les lecteurs, ont répondu à l'appel de la rédaction de *Drochak*, exprimant dans *Drochak* même toute leur sympathie pour notre cause et nous tendant la main, et offrant pour nous leurs noms, qui sont pour eux autant de ressources — tandis que des centaines de jeunes Arméniens, dont la bouche n'a pas encore séché le lait de leur mère, tant ils sont sages, tant ils sont avisés, tant ils sont au-dessus de toutes ces personnalités, jugent indigne d'eux, même dans les cercles étroits, de faire ou d'accomplir pour les organisations révolutionnaires ce qu'ils peuvent.

Et le peuple ? Un officier français nommé Chopin, après un voyage accompli en Arménie, écrivait en 1892 :

« ... Et quand, dans les villages arméniens où régnait l'oppression la plus effroyable, nous demandions aux Arméniens ce qu'ils pensaient

faire, au lieu de montrer leurs armes et de songer qu'ils pourraient un jour se dresser tous ensemble contre les Kurdes qui les tourmentent et, s'il le fallait, conquérir au prix de leur sang une tranquillité pour leurs souffrances, ou même quelque liberté — ils répondaient, effrayés et sans défense, que Dieu les a abandonnés, qu'il ne leur reste plus aucun espoir, et que, si l'on continuait à les traiter ainsi, ils émigreraient un jour en Russie pour y trouver une vie meilleure et la tranquillité. »

En 1897, un autre Français, P. Kimon, écrivait :

« On a remarqué, avec surprise, dans le monde entier, que lors des derniers massacres à Constantinople et en Arménie, un petit nombre de Turcs a triomphé des Arméniens, qui, s'ils avaient été capables de se servir de leurs mains, auraient pu, d'un seul coup de pied, écraser comme des poux les ennemis qui marchaient sur eux. Mais les Arméniens, voyant les Kurdes, tombaient à leurs pieds, joignaient les mains en suppliant et laissaient couper leurs têtes ou déchirer leurs corps. »

Et Urbain Gohier, dans son article publié dans *Drochak* (août 1900), dit :

« Les Arméniens ont perdu 300 000 âmes, livrant leurs gorges au couteau des égorgueurs. Avec les armes et la population qu'ils ont perdues, ils pouvaient mener une guerre qui aurait ébranlé l'Europe, et qui leur aurait coûté dix fois moins cher »...

Des centaines de milliers de martyrs, autant d'Arméniens réfugiés et convertis de force, n'auraient certainement donné que moins de victimes si seulement la dixième partie d'entre eux s'était levée contre l'ennemi, même avec des pierres et des bâtons, pour « mener une guerre

## I

L'appel aux Kurdes d'Abdourrahman-bey, fils de Bedr-Khan, publié dans le présent numéro de *Drochak*<sup>1</sup>, nous suggère quelques réflexions sur les relations arméno-kurdes.

La question de l'alliance kurdo-arménienne n'est pas un phénomène nouveau dans notre vie. Les opinions de Nersès Varjabédian, de Mkrtich Khrimian et quelques-unes de leurs démarches pratiques dans ce domaine sont connues de tous. Les rêves ardents de Raffi, les réflexions de Séravantsdians et, avec eux, la foi de beaucoup d'autres — tantôt aveugle, tantôt pleine de fondements — circulent depuis longtemps dans notre société. Enfin, les tentatives faites çà et là par les révolutionnaires arméniens au cours de la dernière décennie, en vue de s'allier aux Kurdes, sont elles aussi déjà sorties du cercle du secret.

Non seulement nous ne sommes pas disposés à renoncer à cette ligne qui nous a été léguée par le passé, mais nous sommes même prêts à accueillir aujourd'hui — si vous le voulez — une nouvelle manifestation du triomphe de cette ligne. Cette idée, qui jusqu'ici n'avait trouvé place et intérêt, en ce qui concerne l'alliance avec les Kurdes, que parmi les Arméniens, a trouvé ces dernières années un écho aussi chez les Kurdes eux-mêmes. Quelques faits — par exemple les articles publiés dans *Drochak* en 1898, n° 6, et en 1900, n° 1, ainsi que l'appel actuel d'Abdourrahman-bey — montrent que la même idée a trouvé un écho et qu'elle se fraie déjà un chemin dans la vie, parmi les intellectuels kurdes également. Parfois, les ouvriers de la même idée se rencontrent venant des deux côtés, plutôt que d'un seul, et il est tout naturel d'espérer

---

1. *Drochak*, 1901, n° 4.

## **Les relations arméno-kurdes**

retentissante » et « ébranler toute l'Europe »... Mais le peuple arménien, qui, marqué au sceau d'un esclavage et d'une persécution séculaires, avait appris dans toute son histoire à mourir uniquement en martyr — était-il capable de posséder les instincts de la « défense de soi » plus que les plus timides?...

Voici donc, parmi d'autres conditions, dans quelles circonstances défavorables devaient se développer la question arménienne et son expression, le mouvement révolutionnaire arménien.

Nous pouvons, bien sûr, autant que nous le permet notre sang inconstant, accuser les révolutionnaires de n'avoir pas pu, en dix ans, ébranler le gouvernement turc et planter sur ses ruines le drapeau de la libération arménienne. Nous pouvons, bien sûr, suivant ce même sang inconstant, blâmer aussi tous les peuples civilisés de n'avoir pas, à l'époque où nous leur présentions, avec nos âmes serviles, lâches et craintives, le spectacle de nos massacres quotidiens, pris dans leurs mains — ces peuples — toutes les armes et sauvé l'Arménien de son destin... Oui, nous pouvons faire aussi cela et bien d'autres choses encore, mais quand donc aurons-nous au moins un peu de courage civique pour reconnaître nos propres défauts moraux, nos mauvais instincts, nos maux nationaux, cet « héritage punitif » qui a sa place dans nos pertes historiques et dans notre état présent de profonde misère?...

### III

La question de nos particularités nationales, outre sa signification théorique, par laquelle, entre autres causes, s'explique l'état présent du mouvement révolutionnaire arménien, acquiert aussi de l'importance à certains points de vue pratiques.

Cette question doit être éclaircie pour tous nos camarades, afin que les nombreuses difficultés qu'ils rencontrent quotidiennement au cours de leur activité n'affaiblissent pas à leurs yeux l'opportunité de l'idée ou de la tactique révolutionnaire, et n'ébranlent pas ainsi leur foi et leur zèle.

Elle doit être éclaircie pour tous nos partisans, car la période historique pénible que traverse notre peuple a encore des conséquences qui nuiront davantage aux qualités morales et militaires de l'Arménité.

Elle doit être comprise par tous les éléments de la lutte révolutionnaire, car il n'y a pas d'autre moyen de nous délivrer de nos défauts historiques, que cette voie de lutte et de sacrifice sur laquelle ils se tiennent eux-mêmes, de même qu'il n'y a pas de remède plus puissant pour guérir notre mal que ces conditions nouvelles et salutaires que peut créer une vie libre, c'est-à-dire le but de la lutte révolutionnaire.

Expliquons en quelques mots ces points.

Voici qu'un Arménien se dresse contre le révolutionnaire arménien, parce qu'il est indifférent aux besoins généraux. Voici un autre qui ne l'aide pas, sous prétexte qu'il ne connaît pas le cours de son organisation. Voici un troisième qui justifie sa bourse fermée par la différence de ses vues révolutionnaires. Voici un quatrième qui est opposé à lui par ses « convictions de principe »... Il faudrait

à haute voix : « Vive le mouvement arménien », « Vive la révolution arménienne » — cela ne signifie pas que nous ne soyons pas toujours prêts, avec la même ardeur, à crier aussi « Vive la révolution générale ottomane », « Vive la indépendance générale ottomane ». « Les peuples laborieux ont besoin, pour leur développement naturel et multiple, non pas tant de l'indépendance de leurs nations que de la liberté générale de parole, de réunion et de presse. » « L'internationalisme ne nie pas la nationalité ; il ne signifie que la liberté et l'égalité des nations », dit le célèbre Kautsky. « L'internationalisme est aussi peu opposé à la nationalité que le socialisme à l'individualité, c'est-à-dire au développement de l'individu » ; « l'originalité des nations particulières est pour l'humanité ce qu'est pour la société l'originalité des individus », affirme Liebknecht ; et nous, comme vous le voyez, nous ne sommes pas et ne serons pas opposés à l'idée d'internationalisme.

Oui, étant Arméniens et travaillant parmi les Arméniens, nous restons des hommes et nous ne pouvons pas vouloir pour les autres moins que ce que nous voulons pour nous-mêmes. Si, aux dépens des autres peuples ou de leurs droits limités, nous n'avions pas connu la valeur de leurs droits fondamentaux, la tyrannie des sultans aurait suffi à elle seule à nous en convaincre. Donnez-nous donc la certitude que, en nous unissant à vous, nous ne sauverons pas seulement votre existence et que vous résoudrez avec succès la question arménienne, et que cette question ne menace pas l'État ottoman et sa gloire mondiale d'autrefois, mais que vous apporterez par là une force intellectuelle précieuse de l'intelligentsia turque, capable de changer la vie de notre peuple, — et nous courrons à vous avec une joie révolutionnaire pour remplir vos rangs.

Mais quand donc cela sera-t-il...

1900.

nous réussirons à unir face à l'ennemi, par l'exemple, tous les éléments turcs qui, ensemble, seront une force réelle, que l'ennemi sentira et qui donnera au pays sa voix. Et si vous croyez enfin aux vertus de la constitution, laissez d'abord s'unir tous les éléments autour du but général, et ensuite le cours de la vie et les exigences du temps montreront eux-mêmes combien il est nécessaire que la Fédération ottomane accepte, pour une période transitoire, même la constitution — votre idole. Mais vous, Jeunes-Turcs, vous y êtes opposés, et, sous la bannière d'un sultan unique, vous nous préparez un sort que nous ne voulons pas...

Comment vous suivre...

Quant à la question des moyens, la situation ici aussi est indéterminée. *Osmanli* est le seul groupe qui se soit proclamé révolutionnaire, et les « Jeunes-Turcs » appellent de ce nom tous les mécontents, tous les protestataires. *Mech-veret*, se considérant du côté de l'« ordre et du progrès », rejette de son programme les moyens révolutionnaires. Damad Mahmoud pacha ne parle pas clairement des moyens par lesquels on pourrait « sauver la patrie du tyran » ; et s'il était permis de faire des suppositions, nous pourrions seulement dire qu'il est sans doute bien plus proche du parti du « progrès ».

Sur quels moyens l'union doit-elle reposer ?

Compatriotes, nous avons parlé en toute franchise — ainsi que nous parlons entre nous et comme il convient face à des questions sérieuses. Si, par endroits, nous avons dû employer un langage tranchant, cela ne s'explique pas par notre hostilité, mais uniquement par le désir de ne laisser place à aucun malentendu, ni pour le présent, ni pour l'avenir. Et, une fois encore, pour ne pas cacher devant vous nos intentions, nous ajoutons aussi ce qui suit.

Turcs, nous ne cherchons ni le rétablissement de la royauté arménienne, ni la domination d'une nation qui, en Turquie, ne compte même pas 100 hommes sur mille, ni la séparation d'avec votre État. Notre situation est simple : de même qu'il vous est échu de travailler au sein de votre peuple, de même il nous convient de suivre les besoins de notre peuple. Si nous appelons aujourd'hui

être bien naïf pour admettre que tous ces cas ont leurs causes plus ou moins raisonnables.

Et en effet. Si les hommes, pour justifier leur indifférence, invoquent le prétexte « que puis-je faire », alors qu'ils n'ont même pas essayé de savoir ce qu'on peut faire d'utile, ou qu'ils n'ont jamais suivi les conseils qui leur indiquaient les devoirs les plus élémentaires ; si les hommes expliquent leur bourse fermée par le fait qu'« ils ne connaissent pas vos affaires », alors qu'ils n'ont fait aucun pas et ne veulent pas en faire pour connaître ces affaires ; si les hommes vous tournent le dos en prétendant qu'« ils ne jugent pas votre tactique opportune », alors qu'ils n'ont aucune idée et ne peuvent souvent pas en avoir de votre ligne — d'autant plus qu'avec le temps votre tactique change et que, jusqu'à présent, elle reste un secret intérieur ; si les hommes veulent vous persuader qu'« ils professent d'autres convictions », alors qu'ils ne font rien, ni conformément à ces convictions ni au service de leurs propres « principes », et ne font que troubler l'air de leurs « bavardages » tapageurs sur le « large horizon » des idées sociales, tout en demeurant muets face à la condition de « large horizon » de tout un peuple ; si les hommes, au nom de la morale, élèvent la voix contre la terreur des révolutionnaires, alors qu'eux-mêmes, aux jours de misère, supportent en silence, les yeux secs, les centaines de milliers de victimes de leurs frères, sans même un vain murmure — dites-moi, pouvons-nous alors, en de tels cas, ne pas sentir en nous le dégoût que méritent ces masques de l'hypocrisie ? En dehors des causes générales et humaines de l'indifférence et de l'égoïsme, qui conditionnent dans la vie de toutes les nations une certaine mesure d'inertie et d'opposition envers l'œuvre publique, ou expliquent ces entreprises contradictoires, pourtant parfois sincères, — ici, dans notre vie, et surtout en ces jours critiques, se manifeste avec des sentiments vifs une âme arménienne étroite, égocentrique, aux instincts serviles, qui se montre souvent sous son plus mauvais jour. Et il est compréhensible que, si notre histoire a laissé en nous des traces si sensibles d'instincts serviles, d'absence

d'union face aux désaccords personnels, d'inaptitude à servir les besoins communs, de ne pas nous émouvoir des souffrances, de craindre les armes — il est tout naturel que le mouvement révolutionnaire n'ait pu trouver chez nous, ni en quantité ni en qualité, un terrain semblable à celui qu'il pourrait trouver chez un autre peuple dont l'histoire — dans d'autres conditions — aurait eu le privilège de telles qualités. Voilà pourquoi, dans la plupart des cas cités, on peut voir tout ce qu'on voudra, sauf une preuve de l'inopportunité de l'idée ou des moyens révolutionnaires.

Comment agir avec ces nombreux opposants de ce genre — c'est là, bien sûr, une question difficile. L'un peut exprimer une juste indignation en voyant que les hommes — selon Voltaire — « ne se servent de la pensée que pour justifier leurs injustices, et n'emploient les paroles que pour cacher leurs pensées ». Un autre peut se contenter de mépris, d'autant qu'il y a des cas où parler sérieusement avec des adversaires indignes ne fait que profaner l'idée que vous défendez. Un troisième peut être même indulgent, sachant que les hommes souvent ne savent pas eux-mêmes que les différences qu'ils remarquent entre eux et vous ne découlent pas d'une simple conviction ou d'une libre réflexion, mais de ces instincts aveugles dont les racines sont si profondes que leurs yeux, incapables de voir, ne peuvent comprendre leur misère. Mais une chose qu'il faut dire sans détour en tous cas et à tous les camarades, c'est la ferme conviction qu'ils ne doivent jamais se laisser décourager par de tels phénomènes, car il n'y a en eux aucun fondement raisonnable contre notre juste cause. Nous restons une petite minorité, mais cette minorité ne doit pas être soumise à la multitude des indifférents, des égoïstes et des sots de toute sorte, des sages ou des bavards. Tel ou tel cours, que suivent (dans certaines conditions sociales, bien sûr — ajoutons-le) d'abord une poignée d'hommes, mais toujours davantage, devient une règle générale, une coutume générale, grâce à la circonstance que les autres aussi s'habituent au même cours. « Suivant l'initiative, l'organisation humaine forme enfin la conviction générale que tout le monde doit nécessairement vivre ainsi et non autrement

donne une satisfaction immédiate aux exigences culturelles de tous les éléments.

Nous ne sommes certes pas de ceux qui ne trouvent aucune différence entre le régime constitutionnel et le régime despotique. Non, nous admettons tous les avantages de la première forme par rapport à la seconde. Mais à la Turquie il faut « not measures, but men » (non des mesures, mais des hommes) — disaient les hommes qui connaissaient la Turquie; et les promesses sans fin du Hatti-Chérif de Gulhané de 1839, les « réformes générales » de l'administration turque, 1844 et 1850, le Hatti-Humayoun de 1856 et la Constitution de 1876 viennent confirmer cette opinion comme des exemples vivants. Oui, pendant tout un siècle, toutes les tentatives de rénovation sont restées dans les pages de l'histoire de la Turquie comme des paroles mortes, comme des lois vaines créées pour ne jamais être appliquées à la vie, car la Turquie n'est pas prête pour la vie culturelle, car son peuple est encore ignorant, et, dans l'étroite classe bureaucratique et intellectuelle au pouvoir, règne une atmosphère de fanatisme oriental et de corruption spirituelle. Voilà pourquoi, pour nous inspirer quelque confiance, nos compatriotes turcs doivent venir à nous en laissant de côté les vieux chants des « réformes générales », qui depuis longtemps déjà blessent nos oreilles et qui n'ont apporté jusqu'à aujourd'hui aux peuples asservis de Turquie rien d'autre que des massacres systématiques.

Conformément au principe « not measures, but men », il ne se produirait réellement un changement en Turquie que le jour où se formerait dans le pays une force populaire concrète, capable de réaliser et de préserver telles ou telles réformes. En acceptant le but de l'organisation fédérative, on peut former dès à présent une telle force. Aujourd'hui, ce sont des faits vivants que les mouvements arménien, macédonien, gréco-arabe et albanais. Déployons devant tous le drapeau de la Fédération ottomane. Encourageons ces mouvements par tous les moyens, inspirons, par une collaboration sincère, la confiance que les exigences particulières de chaque peuple seront satisfaites; réveillons par votre travail et vos efforts la conscience de votre peuple, — et

gouvernement satanique tel que le gouvernement turc, les Arméniens avaient et ont le droit de lutter par tous les moyens, — alors, face à ceux qui nous tendent aujourd'hui la main sans cette conscience et ces sentiments civiques, nous ne pouvons que refuser...

Comment accepter ces mains qui veulent étouffer notre voix...

Et puis : les Jeunes-Turcs peuvent-ils montrer un seul groupe qui aurait inspiré confiance en sa force morale, ne fût-ce que dans cette petite œuvre où nous aurions pu marcher ensemble avec eux ? Nous avons vu des dizaines de mésaventures dans toutes les associations qui ont existé jusqu'à présent. Nous ne connaissons pas les noms ; ils sont bien connus des Turcs eux-mêmes. Seul un Arménien, Andréas (?), qui avait adhéré de la tête aux pieds au comité *Mechveret*, comprit à ses dépens qu'il avait mis fin à l'activité de *Mechveret* dans le fait de passer du côté du sultan et du palais de Constantinople. Il est pénible d'avouer que les Jeunes-Turcs sont aujourd'hui devenus pour l'Europe comme une sorte de marchandise, pour tirer de nouveaux profits et avantages. Il n'y a pas d'hommes convaincus, il n'y a pas d'agents qui renoncent à eux-mêmes, il n'y a pas d'éléments moralement purs, avec lesquels seuls on pourrait lier les destinées du chemin révolutionnaire...

S'unir avec qui ?

Et quel est donc le programme qui doit unir tous les éléments mécontents et combattants de Turquie ; qu'est-ce que tous doivent accepter comme but unifiant, et quels sont les moyens qui doivent nous mener à notre but ?

La Fédération révolutionnaire arménienne — au nom de laquelle, bien entendu, nous avons seuls le droit de parler — peut, en élargissant son programme pour l'ensemble de la Turquie, proposer pour toute la Turquie une organisation qui — dans d'autres conditions favorables — pourrait certainement les unir tous. C'est l'organisation administrative fédérative (*dachnaktsakan*), dans laquelle tous les peuples de Turquie forment un tout harmonieux, mais où chacun garde son autonomie locale. Beaucoup de Jeunes-Turcs trouvent à sa place la constitution de Midhat pacha, estimant qu'elle

» — dit le célèbre professeur Sergueïevitch dans ses leçons sur le droit russe. Ce ne sont pas des hésitations qu'il nous faut, ni des paroles, mais des actes ; il ne nous faut pas de la philosophie, mais du danger ; il ne nous faut pas des théories, mais de la résolution et de l'audace. Répétons les paroles immortelles de Danton : « Il nous faut de l'audace, et encore de l'audace, et toujours de l'audace ! »

Il suffit que l'idée de la libération du peuple arménien soit si sacrée que la lutte révolutionnaire découle de cette réalité impérieuse, dont chaque Arménien a ressenti, dans une certaine mesure, la douloureuse gravité. Des partisans et des alliés, des sympathisants et des amis, des camarades de toute sorte — nous en trouverons infailliblement.

Oui, laissons les morts ensevelir leurs morts, et marchons avec d'autant plus de vigilance en avant dans notre juste lutte. N'oublions jamais que, si l'Arménien a hérité de son sombre passé beaucoup de qualités négatives, il se trouve aujourd'hui déjà dans l'une de ces situations désespérées où le mal peut se développer dans des proportions jamais vues et finalement empoisonner tout notre corps national, si notre voix salvatrice s'affaiblit. Dans le pays, où aujourd'hui les relations avec l'ennemi sont si aiguës que l'Arménien n'est pas assuré des exigences les plus élémentaires de la vie, et que chaque instant peut apporter le malheur — être pillé, être tué ou mourir de faim —, la partie du peuple restée à l'écart de la lutte est contrainte, pour préserver son existence, de recourir aux moyens les plus vils : les formes les plus avilissantes de la fuite ou de l'hypocrisie. Tombé dans des pays étrangers, sans connaître les conditions locales, sans savoir les langues du pays, privé de tout milieu favorable, le réfugié arménien est contraint d'user de tout son esprit, dans des conditions difficiles, pour assurer son pain. Et ici tout moyen est sanctifié devant le but, car les principes peuvent être discutables, et l'on peut toujours vivre sans eux, mais non sans pain. Représentez-vous donc cette pourriture de l'esprit, du cœur et de l'âme, ces horreurs qui, dans de telles conditions, doivent se développer de jour en jour dans l'élément arménien réfugié. Et ceux qui

restent dans le pays? L'Arménien doit vivre là où tout est organisé uniquement pour le dépouiller, le piller, le tuer, l'exterminer. Incapable, pour telle ou telle raison, de s'opposer par sa force à la force égale ou supérieure, il ne lui reste entre les mains que les formes les plus serviles de la défense de soi; et naturellement il glisse chaque jour davantage dans les ténèbres de l'« esclavage historique ». La conversion religieuse, qui en Turquie équivalait à l'abandon de la nationalité, le reniement de tout ce qui est sacré, l'hypocrisie, le mensonge, la trahison sans fin — toutes ces choses se présentent naturellement dans le pays comme des conditions permanentes et tuent l'âme du peuple, étouffant en lui tous les sentiments vivants de la dignité personnelle, de la noblesse, de la vengeance, de la juste colère et de la vengeance légitime. Une immoralité radicale et monstrueuse, un « bouquet » infect de coutumes répugnantes, un abîme, un terrible marécage devant lequel tout homme ordinaire ne peut qu'éprouver du dégoût — voilà le terrible tableau qui menace aujourd'hui notre nation plus que jamais. Et nous, qui sentons si profondément nos défauts nationaux hérités de l'histoire, nous qui aujourd'hui protestons contre eux à haute voix — nous ne pouvons, bien entendu, rester indifférents devant le grand danger contemporain qui menace plus encore notre caractère moral national.

Mais quel moyen peut être plus conforme au but, dans les conditions présentes, pour combattre cette décadence morale, que la voie révolutionnaire, qui, d'une part, exige et place dans l'âme de l'individu le plus grand sacrifice en faveur de l'intérêt public, et, d'autre part, s'efforce de créer un avenir où il n'y aura plus lieu à ces défauts qui apparaissent aujourd'hui comme des nécessités indispensables à l'existence même? Oui, c'est la dure voie révolutionnaire, au cours de laquelle le révolutionnaire arménien, affrontant la lutte contre l'ennemi et, dans les combats, sacrifiant sa vie sur l'autel de la patrie, réchauffe par le feu du sacrifice le cœur froid de la génération contemporaine et garde vivantes en lui les aspirations nationales élevées. C'est cette même lutte qui, ayant pour but d'anéantir les conditions

seul tyran — il suffit qu'Hamid ne soit plus, et la Turquie deviendra un modèle pour le monde civilisé, — voilà ce que répètent tous en chœur les Jeunes-Turcs; voilà les nourritures spirituelles que, sous des formes diverses, ils servent à leur peuple, s'inclinant devant son ignorance inouïe, se prosternant devant ses traditions aveugles, ses préjugés religieux et autres, et flattant bon gré mal gré ses instincts anticulturels...

S'unir avec eux?

Sans aucun doute, c'est précisément par ce prisme que s'explique aussi le phénomène que les Jeunes-Turcs, des plus grands aux plus petits, envisagent toujours la question arménienne avec le même esprit: c'est-à-dire considérer la question arménienne comme une question internationale, n'avoir pour elle aucune circonstance justificative, être prêts à jeter à la tête de l'ennemi les horreurs subies par les Arméniens, justifier les massacres arméniens par des moyens détournés, et enfin manifester à notre égard une exigence telle qu'on croirait que le peuple turc aurait hérité des Arméniens et que les derniers lui devraient encore quelque chose. Ce n'est plus l'intelligence du mal, ce n'est pas l'amour ardent, l'amour idéaliste de notre patrie, ce ne sont pas des combattants qui s'élèvent au-dessus des questions « de religion et de nation » et dont la marche est inspirée par ces questions, mais seulement des efforts pour maintenir la position politique extérieure d'un État turc faible — efforts qui, avant tout, exigent sans relâche que la question arménienne et les autres questions ne soient pas réalisées en Turquie. Voilà ceux qui nous tendent aujourd'hui la main de l'union. Et si nous sommes toujours prêts à accepter de telles mains, qui seraient capables, face aux Arméniens, de ressentir leur faute historique effroyable, de se montrer honnêtes et de nous parler de cette violence inouïe commise contre les Arméniens sur leur propre sol, sous les yeux mêmes de leur peuple; si nous sommes prêts à tendre la main à des Turcs qui comprennent de toute façon la misère inouïe du peuple arménien et qui auront le courage civique de proclamer publiquement devant le monde entier et en toutes circonstances que, contre un

Les révolutionnaires arméniens sont depuis longtemps sur la scène et mènent déjà la lutte au nom de laquelle on nous invite aujourd'hui à nous unir. Mais où sont les combattants turcs?... Jusqu'à présent, nous avons vu des individus, des groupes, des propagandistes feuilletant des journaux, mais nous n'avons pas vu de combattants de l'action, de propagandistes par le fait. Coupés du peuple et reposant sur une petite partie de l'intelligentsia turque, les Jeunes-Turcs demeurent encore des « révolutionnaires » à la manière de ceux qui comprennent la « révolution » — des hommes impolitiques, faibles, inorganisés et, par conséquent, encore incapables d'agir, des gens de paroles...

Faut-il s'unir pour parler?

Et encore, s'ils étaient au moins des propagandistes de la parole, dans cette direction juste qui répond aux exigences de la culture contemporaine de l'Empire ottoman. Feuilletez les publications des Jeunes-Turcs, et vous ne trouverez chez aucun d'eux ne serait-ce que ces notions élémentaires de la vie de l'État, que nous, dans la vie du peuple arménien, ne tolérons plus et que nous avons combattues non moins que l'ennemi extérieur. — « Notre histoire est plus haute que celle de l'Europe; notre civilisation est supérieure », écrit l'un. — « Il n'y a pas en Turquie de mal qui ne soit exagéré sans mesure par ce qu'on appelle en Europe l'opinion publique », répète sans cesse un autre<sup>1</sup>. — Le seul mal est la personne du sultan Hamid, et que ce mal disparaisse seulement — que la cause de tous les malheurs soit la personne de ce

1. À titre d'exemple, nous signalerons ici les deux articles consacrés au massacre de Sassoun dans les deux numéros de la publication turque *Mechveret* de l'année dernière : « Pourquoi? » et « À qui la faute? ». Dans le premier de ces articles, le journal, d'un ton fort offensé, s'étonne que les Européens et la presse européenne portent un intérêt si vif aux massacres de la province de Sassoun, et justifie ceux-ci en rappelant que les Anglais et les Français commettent en Afrique des horreurs, alors que le Turc ne peut, dans son propre pays, rétablir l'ordre au moyen de ses soldats contre des insurgés arméniens. Dans le second article, *Mechveret* rejette toute la faute sur les Européens, qui ont poussé les Arméniens de Mouch et des autres villages à se révolter, et loue Ekrem-bey, gouverneur de Bitlis, ainsi que le commandant en chef de Diarbékir, qui ont su réprimer rapidement la révolte :

corruptrices qui règnent en Arménie turque, doit apporter à la vie humaine ce climat pur et nécessaire dans lequel seules peuvent s'épanouir en toute liberté les qualités positives du peuple.

Ce ne sont pas les prédications moralisatrices qui peuvent élever un peuple. « L'homme affamé n'a pas d'oreilles », dit le proverbe. L'Arménien de Turquie est aujourd'hui plus misérable qu'un affamé, et s'il peut être sauvé, ce ne sera que par l'effort sans relâche de ces malheureux; et ce qui est essentiel, c'est la force entraînant des exemples vivants, et en même temps les conditions nouvelles grâce auxquelles ses exigences sont aujourd'hui si limitées — pain, argent, et bien d'autres choses encore, qui aujourd'hui ne lui sont qu'un idéal lointain.

« Les Spencer — dit le sociologue américain Ross —, en recherchant les causes qui conditionnent les tendances criminelles comparées des races, en viennent à la conclusion que ce n'est pas la présence ou l'absence d'un gouvernement qui fait croître la criminalité ou la moralité », et de là il donne une explication fort convaincante, à savoir que la moralité est le fruit naturel du bien-être et de la prospérité. « Il n'est pas de pouvoir magique qui puisse répandre l'honnêteté, la bonté et d'autres qualités sociales supérieures, comme la liberté et la sécurité de la vie... La moralité doit toutes ses bases à ces conditions, où les hommes se défendent eux-mêmes contre les dangers... »

Et nous, qui éprouvons si douloureusement nos défauts moraux, nous tomberions dans un grand danger si nous ne pouvions pas, maintenant que la grande plaie de notre décadence morale, héritée d'un passé funeste, nous menace aujourd'hui dans une mesure effrayante, avoir notre part dans cette « œuvre de défense contre les dangers » et ne pas mener avec une énergie ardente et inlassable notre mouvement à son but.

# L'union avec les Turcs

Il nous est donné l'occasion de parler de la présente question par la lettre de Damad Mahmoud pacha publiée dans *Drochak* (1900, septembre), qui est un appel général aux Arméniens à s'unir aux Turcs. Nous estimons opportun, à l'occasion de cette lettre, d'exprimer aussi nos opinions sur tous les éléments turcs anti-sultaniens ou, plus exactement, anti-hamidiens, d'autant que, malgré toutes leurs différences et parfois même leurs relations réciproques hostiles, ces éléments manifestent tous, ces derniers temps, une grande sympathie lorsque la question en vient à l'union avec les Arméniens.

Il fut un temps où c'est nous qui invitions les Turcs à la lutte commune et nous indignions de leur indifférence envers la situation générale de la Turquie. Il fut un temps où c'est nous qui leur expliquions notre programme, avec les idées humaines les plus larges, afin qu'ils se rapprochent de nous sans défiance et aident à l'œuvre commune. Il fut enfin un temps où, chaque fois que nous entendions un seul écho de sympathie de la part de nos compatriotes turcs, nous écrivions des articles entiers dans *Drochak* pour exprimer notre joie. Et maintenant... maintenant les rôles ont changé ; maintenant les appels à l'« union » viennent continuellement de la part des Turcs, et c'est nous qui, fidèles à nos principes les plus larges, sommes aujourd'hui, malheureusement, contraints de nous tenir dans une position d'expectative.

La raison est simple. Les voix ne viennent pas de là d'où nous attendions depuis longtemps un écho, et ces voix trompeuses ne sont pas celles qui mettent en mouvement des forces, qui battent les cœurs, qui font reconnaître le frère à son frère... Comme l'idée d'union — cette idée que la Fédération a inscrite, il y a déjà 10 ans, comme l'un de ses points fondamentaux dans son programme — a exigé tant d'années pour trouver écho dans les milieux des Jeunes-Turcs, elle exigera encore des années avant que cette union ne s'applique entre les éléments qui combattent contre l'ennemi commun. « Unissons-nous » — belle pensée ; mais avec qui, et comment ?